

**MERCREDI 12 AOÛT 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = La fin de l'abondance (livre) p.1
- = John Michael Greer : l'anti-prophète de la décroissance p.2
- = L'impossible transition énergétique p.8
- = Le mur de l'impensable p.23
- = « Création de richesse »... p.27
- = Énergie : mythe, histoire et réalité (vidéo) p.31
- = Permafrost, la bombe à retardement climatique p.33
  
- = Là où les candidats n'osent s'aventurer (James Howard Kunstler) p.32
- = Etat des lieux du spectacle électoral (James Howard Kunstler) p.34
- = TOUT EST BIEN QUI N'EN FINIT PAS (François Leclerc) p.37
- = La Chine... achève la synthèse du pire du communisme et de l'ultralibéralisme ? (Philippe Béchade) p.39
- = BFM du 5 août 2015 – Prime à la casse p.43
- = Les 3 forces du prochain réajustement de l'économie mondiale (Audrey Duperron) p.46
- = L'homme révolté et la non-obéissance civile au quotidien (Le Yéti) p.48
- = Production mondiale d'argent en forte baisse en période de forte demande p.50
- = Chine: Le temps de la concertation, coordination mondiale est revenu face à la dislocation en cours (Bruno Bertez) p.53
- = Chute de la production industrielle en Juin en eurozone (Bruno Bertez) p.55
- = Faillite retentissante d'un géant des services aux Pays-Bas p.56



## La fin de l'abondance

L'économie dans un monde post-pétrole

John Michael Greer | Régulière | 236 pages

John Michael Greer

La fin de l'abondance  
L'économie dans un monde post-pétrole

Préface d'Hervé Philippe



écociété

Préface de Hervé Philippe | Traduit de l'anglais par Michel Durand

Quoi qu'en disent les adeptes du développement durable, les substituts aux énergies fossiles abondantes et bon marché n'existent pas. Aucune source

d'énergie alternative ne pourra offrir un rendement aussi élevé que celui des énergies fossiles. Puisqu'ils refusent d'intégrer cette réalité, les modèles économiques dominants ne peuvent rendre compte de l'après-pétrole, et les habitants des sociétés industrielles sont incapables se préparer aux profondes mutations qui les attendent.

Plongeant aux fondements de la pensée économique depuis Adam Smith, *La fin de l'abondance* montre que l'actuelle orthodoxie néoclassique fait fausse route en traitant la Terre et ses ressources comme des facteurs de production inépuisables, ce qu'elles ne sont pas. Avec les énergies alternatives diffuses, l'humain pourra peut-être réchauffer l'eau du bain, mais il ne pourra faire tourner les gigantesques turbines électrogènes qu'exige notre société de transformation industrielle, de consommation, de déplacements gigantesques et d'information électronique. Au fond, écrit Greer, l'ère industrielle tout entière, fondée sur les sources d'énergies concentrées et accessibles, aura peut-être représenté la plus grande bulle spéculative de l'histoire.

Traçant du monde de demain un portrait qui évoque explicitement le tiers-monde, John Michael Greer plaide en faveur des technologies intermédiaires chères à E.F. Schumacher (*Small is Beautiful*), de changements politiques propres à adoucir la transition... et d'une bonne dose de stoïcisme.

# [John Michael Greer : l'anti-prophète de la décroissance](#)

par [Damien Perrotin \(son site\)](#) **lundi 27 juillet 2009** , Agoravox

Il est parfois rafraichissant de tomber au hasard d'un livre ou d'un site Internet sur un écologiste dont la réflexion ne se réduit pas à de longues balades en scooters électriques ou à la défense d'un mode de vie bourgeois-bohème auquel la crise que nous traversons doit finalement beaucoup. Issu de cette para-maçonnerie britannique qu'est le néo-druidisme, John Michael Greer s'est imposé comme une figure incontournable dans le débat sur le pic pétrolier et ses conséquences pour notre civilisation au côté de personnalités comme [Rob Hopkins](#), [Richard Heinberg](#) ou [James Howard Kunstler](#).

John Michael Greer est issu du néo-druidisme, un cousin de la franc-maçonnerie, issu comme elle du XVIIIème anglais mais plus attiré par la nature que par les cabinets ministériels. L'Ancient Order of Druids in America (AODA) qu'il préside depuis 2002 est la branche américaine de l'Ancient and Archaeological Order of Druids, fondé en 1874 par Robert Wentworth Little, membre de la Grande Loge Unie d'Angleterre et secrétaire de l'Ecole Maçonnique Royale de Filles. De ce point de vue on pourrait le rapprocher de Gwenc'hlan le Scouezec, dirigeant historique de la Gorsedd de Bretagne et figure de l'autogestion disparu en 2008.

## **Ressources, capital et production**

Ce ne sont cependant pas ses activités para-maçonniques qui ont fait connaître Greer dans les milieux écologistes radicaux américains mais son analyse de la crise de la civilisation industrielle. Dans un essai publié en 2005 [How Civilizations Fall : A Theory of Catabolic Collapse](#), il décrit les sociétés humaines comme des machines thermodynamiques dépendant de quatre facteurs fondamentaux :

- les ressources : tout ce qui, dans la nature, peut être exploité par une société donnée mais ne l'a pas encore été.
- Le capital : tous les éléments, quelle que soit leur source, qui ont été incorporés dans le flux d'énergie et de matériaux d'une société donnée mais peut encore être utilisé
- Les déchets : tout ce qui a été utilisé par une société et ne peut plus l'être
- La production : le processus par lequel ressources et capital sont combinés pour fournir du nouveau capital ou entretenir celui qui existe.

Toutes les sociétés, de la bande de chasseur-cueilleurs jusqu'aux états-nations modernes, exploitent les ressources de leur environnement en utilisant le capital, matériel ou immatériel, accumulé au cours des cycles de production précédents. En l'absence toute contrainte extérieure, ce processus, que Greer appelle *cycle anabolique* peut se perpétuer et s'intensifier indéfiniment, le capital nouvellement créé servant à accroître les capacités de production et donc à créer encore plus de capital.

Deux problèmes vont cependant très vite se poser

D'abord les ressources ne sont pas inépuisables et vont tôt ou tard se raréfier ou du moins cesser de croître suffisamment rapidement pour permettre une croissance continue de la production. Ensuite, le capital accumulé, qu'il soit matériel ou immatériel, doit être entretenu, faute de quoi il se dégrade. Or le coût d'entretien du capital d'une société augmente toujours, sur le long terme, plus vite que sa production. Il arrive donc nécessairement un moment où les coûts de maintenance d'une civilisation excèdent durablement ses capacités de production. Celle-ci peut alors tâcher de retrouver un équilibre au prix d'un strict contrôle de ses ressources. C'est ce qu'a fait, par exemple le Japon des Tokugawa.

### **Effondrement catabolique**

Elle peut aussi s'efforcer de perpétuer sa croissance en s'appropriant de nouvelles ressources par la conquête militaire – une option très populaire dans le passé – ou par l'utilisation de nouvelles technologies – l'option qui a notre préférence, même si nous n'avons pas abandonné la précédente. On compense alors la raréfaction des ressources par un capital plus important et plus efficace, que ce capital s'appelle Première Légion ou machine à vapeur. Cette stratégie peut aboutir à des succès aussi retentissant que ceux de l'Empire Romain ou de la civilisation industrielle moderne. Sur le long terme il peut, cependant, s'avérer désastreusement contre-productif.

L'accroissement continu de la production entraîne, en effet, un accroissement tout aussi continu du capital accumulé et donc des coûts de maintenance. Il oblige également la société à utiliser toujours plus de ressources pour maintenir son expansion. Il arrive forcément un moment où celles-ci cessent de suivre, soit parce qu'il n'y a plus que des déserts et des forêts à conquérir – c'est ce qui est arrivé aux Romains – soit parce que les ressources naturelles dont dépend la civilisation en question sont épuisées au delà de toute possibilité de remplacement.

La production ne peut plus maintenir le capital existant et celui-ci se dégrade. Lorsque la différence entre besoins et ressources n'est pas trop importante et que

la société utilise les dites ressources à un rythme relativement soutenable, il se produit une crise de maintenance. Les états et les marchés se désintègrent, la population décline, le niveau culturel baisse, mais seulement jusqu'à un certain degré. Comme la base économique de la civilisation reste viable, un nouvel équilibre se rétablit, à un niveau inférieur de prospérité et de complexité, après une période de crise plus ou moins longue. C'est ce qui s'est passé, par exemple, à la fin des empires Han et Tang. L'état central s'est désintégré en royaumes rivaux mais la société chinoise a survécu.

Une société qui utilise ses ressources à un rythme insoutenable risque, elle, une crise de dépletion, ce qui est autrement plus sérieux. La raréfaction des ressources entraîne, comme pour la crise de maintenance, une dégradation du stock de capital. Le problème c'est que comme on a compensé le manque de ressources par un recours plus intensif au capital, sa dégradation entraîne une diminution de notre capacité à exploiter les ressources restantes. Il nous faudra donc plus de ressources pour produire autant ou même moins. La baisse de la production accélère la baisse de nos ressources, soit parce que nous n'y aurons plus accès – puits de pétrole devenus trop coûteux – soit parce que nous les utiliserons moins efficacement, et cela sans que les coûts de maintenances baissent en conséquence. LA société toute entière est alors prise dans un cercle vicieux où la raréfaction des ressources entraîne une baisse de la production qui accentue les effets de la raréfaction des ressources jusqu'à ce que la plus grande partie du stock de capital ait été converti en déchets. C'est ce qu'il appelle un *effondrement catabolique*.

C'est ce qui est arrivé aux Romains, aux Mayas et aux Mycéniens. Non seulement leurs états se sont fragmentés mais les sociétés sous-jacentes ont explosé et sont retourné à un niveau extrêmement bas de complexité sociale. C'est ainsi que dans certaines régions de l'Empire Romain, on a oublié non seulement l'écriture, mais aussi l'art de la poterie.

## **La longue descente**

Greer estime que notre civilisation est sur le point de connaître un effondrement catabolique similaire à celui qui a emporté les Romains et les Mayas. Il se refuse cependant à souscrire aux fantaisies apocalyptiques et survivalistes si communes dans le monde de l'écologie radicale.

Notre civilisation s'est construite sur l'utilisation massive des énergies fossiles et le stock de capital qu'elle accumulé nécessite pour sa maintenance un approvisionnement constant en énergie concentrée qu'elles seules peuvent fournir. Or ces énergies fossiles sont en voie d'épuisement. Le pic pétrolier a probablement

déjà été atteint, même s'il subsiste encore quelques incertitudes. Les pics gaziers et charbonniers devraient suivre assez rapidement.

Il ne semble pas, par ailleurs, y avoir de solution de remplacement. Les énergies dites de substitution ont toutes un rendement très inférieur à celui des énergies fossiles – ce qui explique pourquoi elles ne se sont pas développées alors qu'elles sont toutes connues depuis au moins un siècle. Le nucléaire, qui aurait pu représenter un espoir, est condamné par la rareté de l'uranium et l'échec manifeste des surgénérateurs. Par ailleurs, la mise en place de ces solutions alternatives nécessiterait de remplacer une grande partie de nos infrastructures – par exemple remplacer tous les moteurs à essence de la planète par des moteurs électriques et construire les circuits de production et de distribution qui vont avec. Dans l'état actuel des choses cela signifie augmenter considérablement notre consommation d'énergie fossile... au moment exact où elles se raréfient. Sauf à accepter de réduire drastiquement notre mode de vie, cela relève du rêve ou de la gesticulation politicienne.

Greer estime donc qu'il n'est probablement plus possible d'éviter un effondrement catabolique. Il estime cependant que ce processus prendra du temps, comme cela a toujours été le cas dans l'histoire. Les sociétés humaines sont extrêmement résistantes et adaptables et ont peu compter sur les gouvernements pour trouver des réponses aux crises à venir, même si ces réponses peuvent se révéler contre-productives sur le long terme. Par ailleurs, chaque cycle de crise, en réduisant le stock de capital global de la société, réduira ses coûts de maintenance, ce qui entrainera un retour à l'équilibre, quoiqu'à un niveau plus bas de prospérité. Nos ressources continuant à s'épuiser, ce répit sera temporaire mais il peut durer un certain temps et les structures politiques sociales qu'il engendrera peuvent avoir une réelle force institutionnelle.

Ce que Greer envisage c'est un long déclin, étalé sur un ou deux siècles, marqué par des crises violentes mais aussi par des périodes d'embellies relatives et qui s'achèvera par l'émergence de sociétés capables d'exploiter de manière soutenable. Même s'il se refuse à prédire l'avenir, Greer estime que ce processus se déroulera en trois phases :

- L'industrialisme de pénurie, au cours duquel les sociétés industrielles devront s'adapter à une raréfaction croissante de leurs ressources tout en restant des sociétés industrielles avec des sociétés proches des nôtres. Cette époque sera marquée par la montée des nationalismes et des conflits entre états, les gagnants étant ceux disposant de ressources naturelles encore importantes et des moyens et de la volonté de les défendre.

- Les sociétés de récupération apparaîtront après l'épuisement des dernières ressources naturelles et utiliseront les restes de notre civilisation. A cette époque l'état-nation aura probablement été remplacé par des structures plus souples et la société se sera considérablement simplifiée et appauvrie.
- Les sociétés écotechniques émergeront, Greer l'espère, lorsque les dernières reliques de notre époque auront été récupérées et combineront une technologie relativement développée avec un usage soutenable des ressources naturelles. Ces sociétés n'ayant aucun précédent historique et se situant loin dans l'avenir, il est impossible de les décrire.

Bien sûr, et Greer insiste sur ce point, ce processus se déroulera de manière différencié selon les régions et s'accompagnera de crises combinant désintégration politique, déclin démographique et migrations mais aussi de périodes de relative stabilité et prospérité. Greer ne parle pas plus de la France qu'un romain de l'antiquité n'aurait parlé de la Bithynie. Tout juste précise-t-il que les pays celtiques (comprenez la Bretagne, l'Ecosse, l'Irlande, le Pays de Galles, la Cornouaille, l'Île de Man et la Galice – cela fait quinze siècle que la France n'est plus celtique) ont de part leur position géographique de bonnes chance de traverser les crises sans trop de dommage.

Il envisage cependant non seulement la disparition des Etats-Unis en tant que nation mais aussi l'effacement de la culture anglo-saxonne d'une bonne partie de son domaine actuelle, sans d'ailleurs s'en émouvoir. Un territoire français profondément transformé du point de vue culturel ou politique ne lui semblerait sans doute ni particulièrement invraisemblable ni particulièrement choquant. Une de ses visions romancées de l'avenir décrit des migrants asiatiques se déversant sur la côte ouest des Etats-Unis et enseignant aux locaux à s'adapter aux effets du changement climatique. On pourrait aisément transposer la scène sur la côte méditerranéenne.

Ce qui l'intéresse c'est moins la défense des arrangements géopolitiques actuels que l'héritage qu'ils laisseront à un futur très différent.

### **Des réponses locales et adaptatives**

Greer est extrêmement méfiant vis-à-vis des réponses globales que certaines entendent apporter à la crise des ressources. Même s'il pense qu'en théorie on pourrait, par des politiques appropriées éviter le basculement dans l'effondrement catabolique, il estime la chose impossible en pratique.

Revenir à un niveau de consommation soutenable signifierait pour les populations les plus riches à sacrifier 80% de leurs revenus. Il est peu probable que les

populations du nord – et pas seulement leurs élites – acceptent un tel sacrifice, même dans l'intérêt de leurs descendants. Il est infiniment plus probable que l'on assistera à des tentatives de plus en plus désespérées de la part des pays industrialisés pour maintenir leur niveau de vie, quitte à ce que ce soit par des moyens militaires à l'extérieur ou autoritaires à l'intérieur.

Notre univers culturel est, en effet, dominé par l'illusion de notre caractère exceptionnel, illusion qui nous rend incapable ne serait-ce que d'envisager la perspective d'un déclin. Cette illusion prend deux formes finalement assez voisines. La première, le mythe du progrès, prétend que nous sommes destinés à dominer le monde éternellement et que la technologie résoudra, tout aussi éternellement, toutes nos difficultés. C'est le discours que tiennent la plupart de nos politiciens, qu'ils soient de gauche, de droite ou encartés chez les verts. La seconde, le mythe de l'apocalypse, nous fait imaginer que notre monde est destiné à s'effondrer brutalement, quasiment du jour au lendemain, en ne laissant derrière lui qu'une poignée de survivants. Cette version moderne du déluge purificateur est assez répandue chez les décroissants et en général chez ceux qui se sentent mal dans la société actuelle et ne rêvent que de la mettre à bas.

Greer estime, au contraire, que les utopies sont toujours sanguinaires et que la seule chose que les tables rases révolutionnaires ce sont des fosses communes remplies à ras-bord. Ce que la perspective d'un long déclin nous impose, c'est une logique d'adaptation locale aux nouvelles conditions, sans préjugés idéologiques et par un processus de transformation progressive et partielle plutôt que par le biais de bouleversement révolutionnaires dont les résultats ont toujours été désastreux.

L'adaptation individuelle est bien sûr fondamentale dans cette vision du monde. C'est à chacun de faire les efforts nécessaires pour adapter sa consommation à un monde en voie d'appauvrissement. Greer insiste cependant également sur l'aspect collectif de cette adaptation. Il estime que c'est au niveau des communautés locales que doivent se faire les changements nécessaires mais, même si son expérience personnelle lui fait donner une grande importance aux ordres fraternels comme la [Grange](#) ou les [Odd Fellows](#), il se refuse à établir des plans valables en tous lieux et en tout temps. Au contraire il insiste sur la valeur du dissensus à l'intérieur des sociétés et entre elles et sur la nécessité de multiplier les expériences. La seule chose qu'il rejette ce sont les théories du complot, qui ne sont que prétexte à esquiver nos responsabilités, et la recherche de boucs émissaires qui mène aux mêmes désastres que les utopies révolutionnaires.

## [L'impossible transition énergétique](#)



## **Introduction**

La consommation d'énergie a commencé à croître beaucoup au 19<sup>ème</sup> siècle avec l'exploitation du charbon, elle s'est considérablement amplifiée au 20<sup>ème</sup> siècle avec le pétrole et le gaz. Cette manne d'énergie concentrée, stable et facile à utiliser, mise gratuitement à disposition par la nature, est le résultat de millions d'années de stockage du CO<sub>2</sub> par la photosynthèse et la décomposition de matière organique. L'abondance énergétique apportée par le charbon, le gaz et le pétrole a permis une véritable métamorphose des pays riches et du mode de vie des habitants. Le développement économique et sociétal, lié à la consommation d'énergie, a fait progresser l'espérance de vie en France de 35 ans au début du 19<sup>ème</sup> siècle à plus de 80 ans aujourd'hui, et a permis de passer d'une société de paysans à une société d'emplois tertiaires.

Paradoxalement cette consommation d'énergie fossile est synonyme de diverses pollutions néfastes à la santé et d'émissions de CO<sub>2</sub> qui amplifient le réchauffement climatique.

Après avoir rappelé quelques données sur le passé et le présent de la consommation d'énergie, plusieurs scénarios de transition énergétique sont comparés. Ils essaient de prévoir un équilibre entre production et consommation en analysant les ressources et économies possibles. Tous ces scénarios envisagent une baisse de la consommation d'énergie. Pour y parvenir le levier de l'efficacité énergétique fait l'unanimité. Nous nous sommes interrogés sur ses limites physiques. Cette réflexion technique ne peut pas ignorer les facteurs humains rendant difficile la sobriété énergétique. Entre manque d'énergie, réchauffement climatique et pollutions diverses dues aux énergies fossiles, ou nucléaire et déchets, il faudra faire les moins mauvais choix.

### **1. La consommation d'énergie devra baisser**

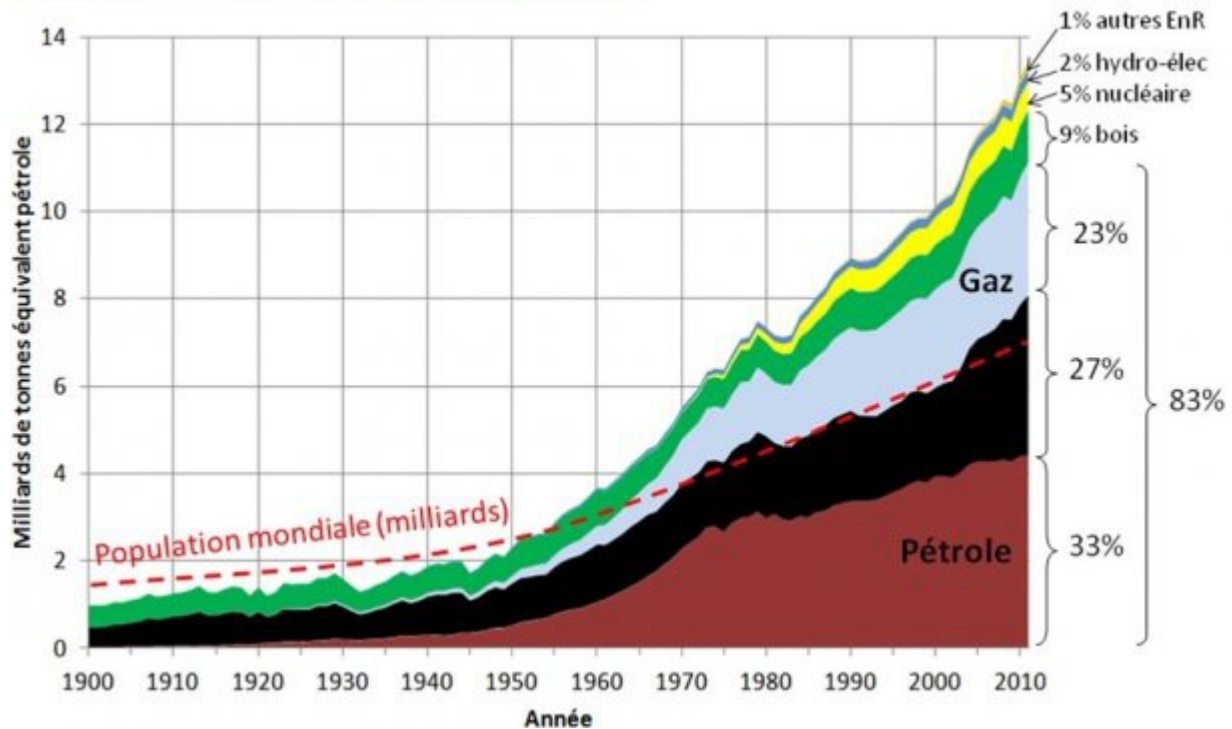
[Nous ne ferons rien pour la baisser volontairement, voilà la question. Et si c'est involontaire il y aura nécessairement un crash économique de grande ampleur qui accompagnera cette baisse.]

#### **1.1. La situation actuelle**

La consommation d'énergie s'est stabilisée en France et en Europe depuis la crise commencée en 2008 mais elle continue d'augmenter au niveau mondial comme le montre la figure 1. Plus de 80% de cette énergie étant d'origine fossile, la question se pose de savoir combien de temps encore ces ressources limitées pourront

satisfaire la demande. La production de ces énergies devrait passer dans les années à venir par un pic ou un plateau avant de décroître. La date du « peak-oil » fait débat (R. Heinberg, 2005) mais il est clair que le pétrole manquera d'abord au cours du 21<sup>ème</sup> siècle, suivi par le gaz (J.M. Jancovici). Les réserves de charbon sont plus importantes, le charbon pourrait ne manquer qu'au 22<sup>ème</sup> siècle. Le charbon, 1<sup>ère</sup> source d'énergie au monde pour la production d'électricité, devrait, d'après l'Agence Internationale de l'Energie, devenir la 1<sup>ère</sup> source d'énergie au monde tous usages confondus en 2015. C'est pourtant la plus polluante et la plus émettrice de gaz à effet de serre des sources d'énergie. L'extraction du charbon et la pollution due à sa combustion font des centaines de milliers de morts chaque année.

Figure 1 : Evolution de la consommation d'énergie et de la population mondiale (JM Jancovici)



## Figure 1

Evolution de la consommation d'énergie et de la population mondiale (JM Jancovici)

Dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique dont les conséquences pourraient être dramatiques, la France, bien que moins émettrice de gaz à effet de serre que ses voisins, s'est engagée à diviser par 4 ses émissions à l'horizon 2050. La raréfaction à venir du pétrole et du gaz, et l'engagement de réduire les émissions de gaz à effet de serre impliquent une forte baisse de la consommation d'énergie fossile. La manière d'y parvenir a largement été étudiée par plusieurs scénarios.

## 1.2. Quelques scénarios de transition énergétique

Plusieurs associations et organismes ont élaboré pour la France des scénarios de transition énergétique. En voici un aperçu :

- Le scénario Négawatt (Négawatt , 2011) est sans doute le plus connu. Il préconise que 90% de nos besoins soient assurés en 2050 par les énergies renouvelables essentiellement grâce à une meilleure exploitation de la biomasse, de l'éolien et du photovoltaïque. Un recours accru au gaz serait temporaire afin de fermer progressivement la totalité des réacteurs nucléaires (personnellement je crains que ce temporaire dure...). En 2050 les énergies fossiles ne représenteraient plus que 10% des besoins. Un tel scénario supposerait des efforts considérables, notamment dans l'éolien qui devrait fournir 209TWh en 2050 contre 15TWh en 2012, les problèmes d'intermittence étant réglés par la production d'hydrogène et de méthane.

Quand on sait que le potentiel éolien français est estimé à 160TWh par l'ADEME, connaissant les difficultés du stockage par hydrogène, on mesure une partie de l'optimisme de ce scénario quand à la production des énergies renouvelables.

En parallèle de ces investissements considérables, il faudrait selon Negawatt réduire la demande en énergie primaire de 66% ( !) alors que la population augmenterait de 15%. Cette réduction devrait venir de l'efficacité et de la sobriété énergétique. L'efficacité consiste à améliorer les techniques pour rendre les mêmes services en consommant moins. La sobriété consiste selon Negawatt à privilégier les usages les plus utiles, « restreindre les plus extravagants et supprimer les plus nuisibles » ; de beaux débats en perspective pour juger ce qui est utile ou nuisible...

La consommation résidentielle et tertiaire diminuerait de 49% grâce à une stabilisation du nombre d'habitants par foyer (faudra-t-il interdire le célibat ?), un développement de l'habitat en petit collectif (faudra-t-il interdire de construire de grandes maisons ?), un ralentissement de la croissance des surfaces tertiaires, l'optimisation des systèmes de chauffage et l'isolation des logements. Il faudrait rénover chaque année 750000 logements pour les amener à une consommation moyenne de 40kWh/m<sup>2</sup> par an pour les besoins de chauffage. Sachant que la réglementation thermique 2012 exige qu'un logement neuf consomme moins de 60kwh/m<sup>2</sup> par an, que la consommation moyenne en 2013 des logements anciens est de 191kwh/m<sup>2</sup>, que l'on a rénové en 2013 265000 logements et que le projet de loi sur la transition énergétique dévoilé en juin 2014 en prévoit 500000, on mesure l'ambition de ce scénario.

Dans les transports le nombre de km parcourus par personne chaque année

diminuerait de 25%, ce qui irait à l'encontre de l'évolution que nous connaissons depuis toujours. Les transports en commun, la marche à pied, le vélo, des véhicules en auto-partage et des taxis collectifs permettraient d'exclure, à terme, totalement le véhicule automobile tel que nous le connaissons aujourd'hui (pas sur que ça plaise à tout le monde, faudra-t-il interdire de posséder un véhicule ?)

La consommation énergétique de l'industrie diminuerait grâce à un gain en efficacité de 35% sur les moteurs électriques et à une baisse de 10% à 70% des besoins en matériaux (les industriels auraient donc jusqu'ici négligé de considérables économies..).

Le secteur agricole évoluerait considérablement puisqu'on mangerait moitié moins de viande qu'aujourd'hui.

- Greenpeace (Greenpeace, 2013), propose un scénario assez proche dans lequel, en 2050, la demande d'énergie primaire diminuerait de 63% et celle d'énergie finale de 52%. Les énergies renouvelables produiraient alors 92% des besoins, le nucléaire aurait disparu. La réduction de nos besoins proviendrait de transports plus efficaces, d'une baisse des distances parcourues, de l'isolation des logements, d'appareils plus efficaces...

- L'association Virage Energie, dans le même état d'esprit, propose pour diminuer la consommation : des lave-linge collectifs, une baisse des équipements électroménagers (moins de lave-vaisselles, de congélateurs, d'ordinateurs...), une baisse de l'utilisation des cosmétiques, de la consommation de vêtements, du tourisme de longue distance...

On peut se demander si les changements préconisés par les 3 scénarios précédents sont compatibles avec la démocratie, les changements nécessaires impliquent en effet une baisse de niveau de vie si importante qu'il est probable qu'il faille les imposer par la force.

- La troisième révolution industrielle est une théorie de l'économiste américain Jeremy Rifkin (J. Rifkin, 2012). Elle repose sur les énergies renouvelables, les bâtiments producteurs d'énergie, le stockage d'énergie dans les bâtiments, les échanges d'énergie via un réseau intelligent et les véhicules électriques [quid des ressources pour fabriquer tout ça?]. D'une manière générale, J Rifkin prétend que la société va ainsi pouvoir continuer à dépenser de l'énergie sans compter ; jamais dans son ouvrage il ne quantifie les potentiels des ces techniques pour les comparer à nos besoins, jamais il ne parle de l'efficacité énergétique qui fait pourtant l'unanimité. C'est clairement irréaliste.

Le Master plan de troisième révolution industrielle de la région Nord-Pas de

Calais (2013), qui s'inspire (malheureusement) du livre de Rifkin, a sagement introduit l'efficacité énergétique, l'économie de la fonctionnalité et l'économie circulaire. Le thème de la sobriété énergétique n'ayant pas fait l'unanimité parmi les acteurs, il est absent du plan qui prévoit une baisse de 60% de la consommation d'énergie à service rendu égal, c'est à dire en comptant uniquement sur l'efficacité énergétique. Ceci paraît plus qu'ambitieux vis à vis des autres scénarios, d'autant plus qu'il est prévu en même temps une forte hausse du Produit Intérieur Brut de 47% donc de l'activité. Ce scénario, qui n'a décidément peur de rien, est également le seul à prétendre qu'on puisse atteindre 100% d'énergie renouvelable en 2050, mais aucun détail technique ne précise par quel miracle.

D'autres scénarios plus sérieux existent heureusement :

- L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (Ademe, 2013), préconise dans son scénario "médian", pour diviser par 4 les rejets de gaz à effet de serre en 2050, une baisse de 47% de la consommation d'énergie finale. Les énergies renouvelables fourniraient alors 55% des besoins, le reste étant assuré par le pétrole, le gaz et le nucléaire. Ces sources d'énergie auraient donc un rôle non négligeable malgré une baisse importante de la consommation.

**[Totalemment irréaliste : énergie nette trop faible et dépendance totale des énergies renouvelables aux énergies fossiles (on ne sait pas fabriquer, installer et entretenir des éoliennes avec des éoliennes par exemple).]**

- L'Agence Nationale pour la Coordination de la Recherche pour l'Energie (Ancre, 2013) qui coordonne des organismes publics nationaux de recherche, a publié 3 scénarios permettant de diviser par 4 les rejets de CO<sub>2</sub> : tout en développant largement les énergies renouvelables et sans sortir du nucléaire, les baisses de consommation d'énergie finale iraient de 27 à 41% grâce à des efforts soutenus d'efficacité énergétique. L'Ancre souligne que le facteur 4 ne pourra être atteint qu'avec des efforts importants et le recours à des technologies de rupture (stockage du CO<sub>2</sub>, stockage électrique, cogénération nucléaire..).

- Le scénario Negatep (C. Acket, P. Bacher 2014), de l'association "Sauvons Le Climat", prévoit une division par 4 des rejets de CO<sub>2</sub> malgré une baisse de seulement 18% de la consommation d'énergie finale. Les énergies fossiles seraient très largement remplacées par les énergies renouvelables (+150%) et nucléaire (+46%) capables de produire de l'électricité décarbonée dont la production augmenterait de 61%. Ce scénario préconise donc d'augmenter le rôle de l'électricité puisqu'elle peut être produite sans émissions de CO<sub>2</sub>, en particulier avec le nucléaire.

**On constate qu'aucun scénario ne prétend qu'il soit possible de remplacer les énergies fossiles et nucléaires par des renouvelables sans diminuer beaucoup la consommation.**

Au regard des différents scénarios, il semble que le potentiel de production des énergies renouvelables soit, avec les technologies actuelles, d'environ 40% de la consommation d'énergie française. Tous les scénarios préconisent une baisse non négligeable de la consommation d'énergie malgré une hausse de la population. Ils reposent en grande partie sur l'efficacité énergétique dont l'importance est donc cruciale.

## **2. Baisser la consommation d'énergie sera très compliqué**

Les 2 leviers permettant de diminuer la consommation sont l'efficacité et la sobriété énergétique.

### **2.1. Les limites physiques de l'efficacité**

Pour réduire le besoin d'énergie, le levier « efficacité » fait l'unanimité puisqu'il s'agit de consommer moins à service rendu égal grâce à la technologie. Il paraît difficile d'évaluer précisément les gains potentiels de l'efficacité tant les technologies et applications énergivores sont nombreuses et variées. Il convient toutefois de rappeler qu'il existe des limites physiques à l'efficacité.

L'énergie sert essentiellement à mettre des masses en mouvement, produire de la chaleur ou du froid, créer de la lumière, modifier la composition chimique, et de plus en plus, à alimenter des appareils électroniques. La nourriture est également une forme d'énergie.

Les lois de la physique impliquent la conservation de l'énergie. Cela signifie que la quantité d'énergie qui sort d'un système est forcément égale à la quantité qui y rentre. On ne peut donc que transformer l'énergie et non en créer. L'énergie libre, qui apparaîtrait par miracle, est un mythe. Concrètement l'énergie consommée par un système finit toujours soit directement, soit indirectement, par se transformer en chaleur qui se disperse (par exemple un moteur transforme de l'énergie en mouvement de pièces mécaniques, puis les frottements créent de la chaleur). Une quantité d'énergie correspond donc à une quantité de chaleur potentielle.

Les lois de la physique impliquent que certaines actions ne sont pas possibles sans une certaine quantité d'énergie. Voici quelques exemples :

- Pour élever une masse  $M$  (en kg) d'une hauteur  $h$  (en mètres), la quantité d'énergie  $E$  (en Joules) nécessaire se calcule par la relation  $E=Mgh$  ( $g$  étant l'accélération due à la pesanteur égale à  $9.8\text{ms}^{-2}$  sur terre). Ainsi un ascenseur qui doit élever de 50m une charge de 1000kg a besoin de 490000Joules, soit 136Wh

(Watts-heures) pour un système parfait sans pertes ( $1\text{Wh}=3600\text{J}$ ).

- Pour mettre en mouvement une masse  $M$  (en kg) à la vitesse  $v$  (en mètres par secondes), il faut une énergie  $E=0.5mv^2$ . Ainsi pour amener à la vitesse de  $27.77\text{m/s}$  ( $100\text{km/h}$ ) un véhicule de  $1000\text{kg}$ , il faut une énergie de  $385600\text{Joules}$ , soit  $107\text{Wh}$  ce qui correspond approximativement à  $0.01$  litres d'essence.

- Pour élever une masse  $M$  (en kg) de chaleur massique  $c$  (constante liée au matériau) d'une température  $\theta$  (en degrés), il faut une énergie  $E=Mc\theta$ . Ainsi pour faire bouillir  $2$  litres d'eau en partant de  $20^\circ$ , l'énergie nécessaire est de  $669600\text{Joules}$  (pour l'eau  $c=4185\text{J/kg/K}$ ), soit  $186\text{Wh}$ .

En réalité les quantités d'énergie nécessaires sont nettement supérieures car il y a toujours des pertes. Ce sont ces pertes que l'efficacité énergétique tente de minimiser. Par exemple pour faire bouillir de l'eau il est simple de mettre un couvercle sur la casserole de manière à minimiser les échanges de chaleur entre l'intérieur et l'extérieur. Mais il physiquement est impossible de descendre en dessous des seuils précédents.

L'efficacité énergétique peut aussi consister à essayer de réutiliser l'énergie stockée : par exemple lors de la descente de l'ascenseur il est théoriquement possible que le moteur électrique renvoie de l'électricité au réseau. Lors de la décélération les véhicules hybrides renvoient de l'énergie dans des batteries. Mais il y a forcément, là encore, des pertes impossibles à éviter.

Pour maintenir une masse à vitesse constante dans le vide il n'est pas nécessaire d'apporter de l'énergie. Mais dans le cas d'un véhicule sur terre, les frottements de l'air, des pneus et de la mécanique sont inévitables. L'efficacité énergétique peut dans ce cas consister à minimiser les frottements de l'air grâce à un aérodynamisme optimal. Mais optimal ne signifiera jamais parfait

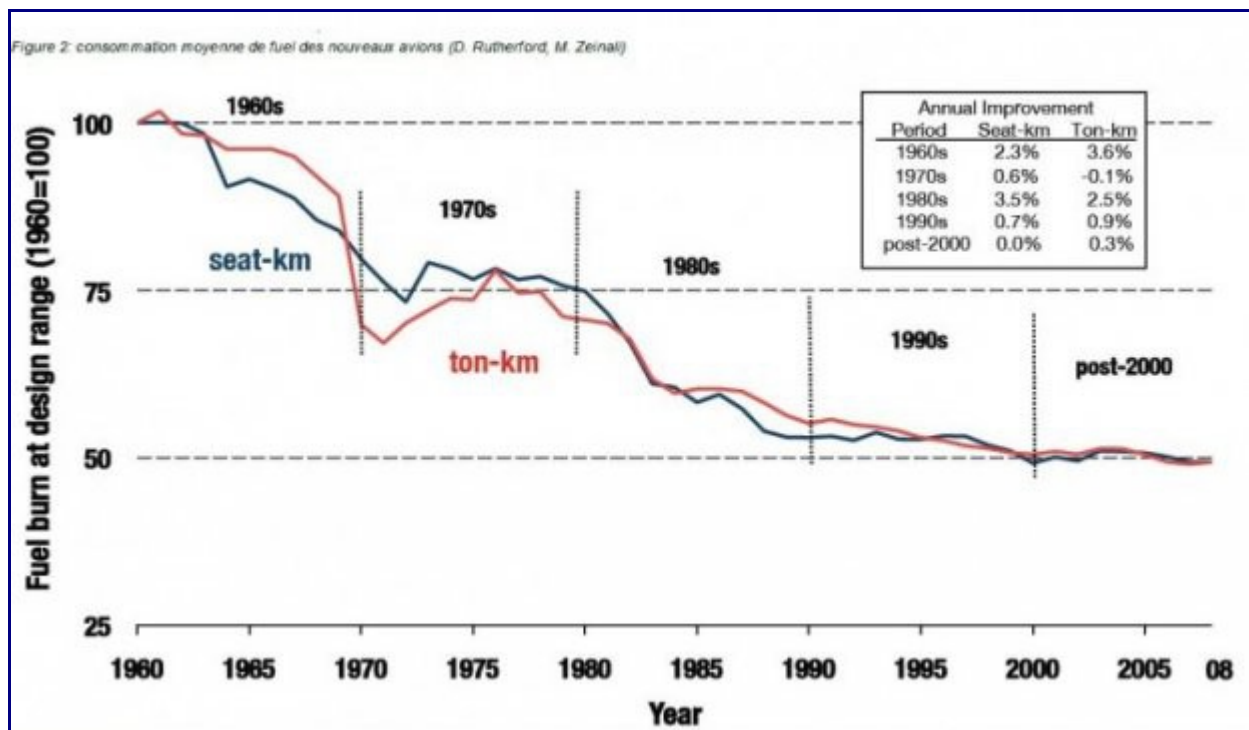
Pour maintenir un bâtiment parfaitement isolé à une température constante il ne faut pas d'énergie. Mais un isolant, même très performant, n'est jamais parfait si bien qu'il faut toujours une quantité d'énergie, aussi minimale soit elle, pour compenser les échanges de chaleur entre un bâtiment et l'extérieur. Il est vrai qu'il est assez aisé de gagner beaucoup d'énergie en plaçant, par exemple, de l'isolant dans les combles d'un bâtiment. Mais plus on progresse et plus il est difficile de progresser. Dans tous les cas il reste forcément des pertes qui doivent, par temps froid, être compensées par des apports solaires, la chaleur dégagée par les appareils ou les habitants, ou par un système de chauffage.

Les lampes à incandescence traditionnelles dont l'efficacité ne dépassait pas  $15$  Lumens par Watt ( $\text{lm/W}$ ) sont maintenant interdites pour être remplacées par des

lampes fluo-compactes ou à LED dont l'efficacité peut atteindre 100lm/W. La différence est notable mais le potentiel d'économies n'est pas énorme : l'économie prévue en 2016 d'environ 8Twh (Convention sur le retrait de la vente des ampoules à incandescence, 2008) représente moins de 0.5% de la consommation d'énergie française. Dans l'avenir, les technologies ne pourront pas toujours progresser car il existe une limite physique de 200lm/W au dessus de laquelle on ne peut pas produire de lumière blanche. De plus la moindre consommation de ces lampes est physiquement liée à un moindre dégagement de chaleur, une partie des économies est donc annulée par un besoin supplémentaire de chauffage.

D'importants progrès en efficacité énergétique ont été faits à la suite des chocs pétroliers de 1974 et 1979. Ainsi la consommation moyenne des véhicules a beaucoup baissé depuis 30 ans grâce à des moteurs plus performants. De même l'isolation des bâtiments, bien qu'encore insuffisante, a considérablement évolué depuis les années 70. L'efficacité énergétique n'est pas nouvelle. Par exemple en éclairage extérieur on utilise depuis longtemps, quand c'est possible, des lampes au sodium basse pression dont l'efficacité approche 200lm/W. Un autre exemple est celui d'un moteur électrique industriel de puissance 110kW : son rendement normalisé est d'au moins 93.3%, ce qui signifie que les pertes que l'on peut tenter de minimiser représentent moins de 7% de l'énergie consommée. Les gains les plus faciles ont donc déjà été faits ou sont en voie de l'être et l'amélioration aura ses limites. En témoigne la figure 2 qui représente l'évolution de la consommation moyenne de fuel des nouveaux avions de 1960 à 2008 : la consommation a beaucoup baissée dans les années 60 et 80, elle stagne depuis 2000.





**Figure 2**

Figure 2 : Evolution de la consommation moyenne de fuel des nouveaux avions de 1960 à 2008 (D. Rutherford, M. Zeinali, « Efficiency trends for new commercial jet aircraft », International Council on Clean Transportation, 2009)

De plus les gains d'efficacité énergétique sont souvent atténués voire annulés par l'effet rebond. « Les gains énergétiques permis par l'évolution technologique des écrans d'ordinateur et de télévision ont été réduits à néant en raison de l'accroissement concomitant de la taille des écrans » (C. Jouanno, 2008).

L'augmentation de la population et de l'activité économique ont contribué ces dernières décennies à une hausse de la consommation de carburants routiers bien que la consommation par véhicule ait considérablement baissé. De même s'il est tout à fait positif que les nouveaux logements soient « basse consommation », il ne faut pas oublier que chaque nouveau logement représente une consommation supplémentaire, au moins lors de sa construction.

Toutes ces considérations amènent à penser que, si l'efficacité énergétique est utile et indispensable, elle ne sera pas suffisante. Pour réellement baisser la consommation d'énergie, il est nécessaire de modifier l'usage que l'on fait des appareils consommateurs.

## 2.2. Sobriété énergétique, problèmes et conséquences

La sobriété énergétique qui consiste à privilégier les usages les plus utiles de

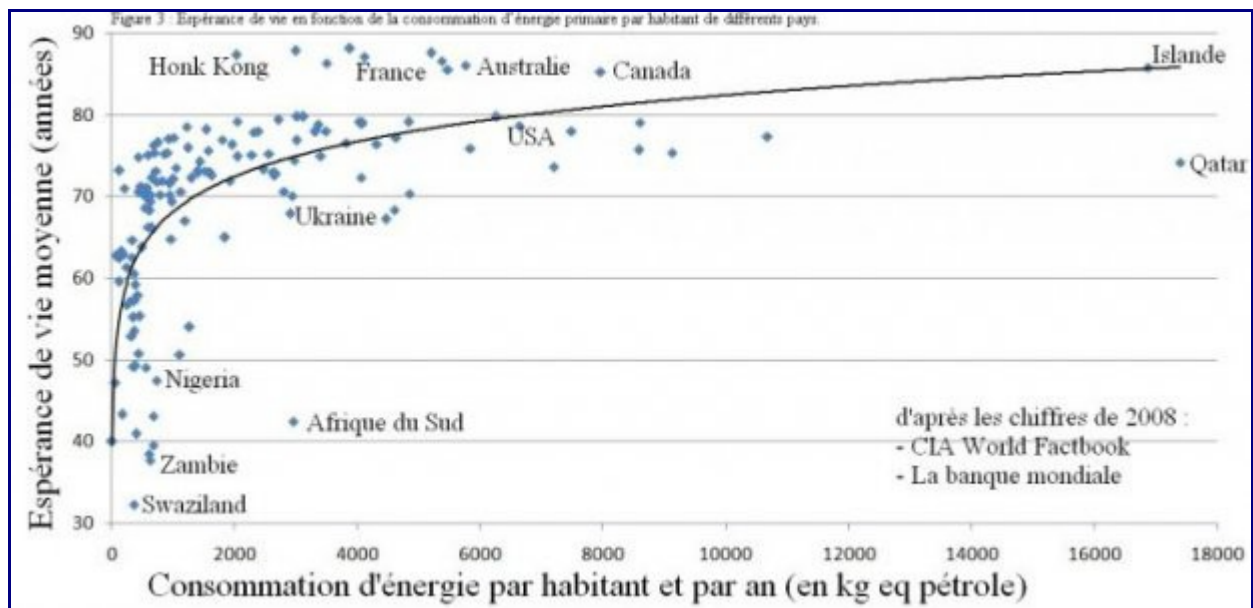
l'énergie, « restreindre les plus extravagants et supprimer les plus nuisibles » (Negawatt, 2011), suppose de définir quels sont les usages utiles et les nuisibles. Est-il "utile" d'aller une journée à la mer, de partir en vacances, d'assister à des spectacles culturels ou des rencontres sportives ? Il est clair que tout le monde ne sera pas du même avis.

Si les êtres humains se sont mis à domestiquer le feu, utiliser la force des animaux, construire des bateaux à voile ou des moulins à vent, ce n'était pas pour faire augmenter le PIB, faire plaisir à des actionnaires ou céder à la pression de lobbies, mais parce que cette utilisation d'énergie leur facilitait la vie. Un monde dans lequel l'énergie est rare est plus contraignant qu'un monde dans lequel l'énergie est abondante.

Pour consommer moins il faut souvent investir dans des technologies plus complexes nécessitant plus de matériaux, de mise en œuvre, et même d'énergie. L'isolation d'un logement est un bon exemple : s'il est sans doute possible d'amortir financièrement les travaux d'isolation, il n'empêche qu'ils nécessitent des matériaux supplémentaires à fabriquer et transporter ainsi que de la main d'œuvre. Il est donc plus compliqué (donc, en clair, plus cher) de se loger dans un monde où l'énergie est rare que dans un monde où l'énergie est abondante et où l'on pouvait se permettre une construction simple sans se soucier de la consommation. Bon nombre de gens ont déjà bien des difficultés pour se loger, la raréfaction de l'énergie ne va rien arranger.

Cet exemple simple est transposable à de nombreux secteurs fondamentaux dans la vie humaine : avec moins d'énergie il sera plus complexe de se nourrir (l'agriculture, la conservation et la cuisson des aliments sont très dépendantes de l'énergie), de se déplacer, ou de se soigner (un hôpital est très consommateur d'énergie).

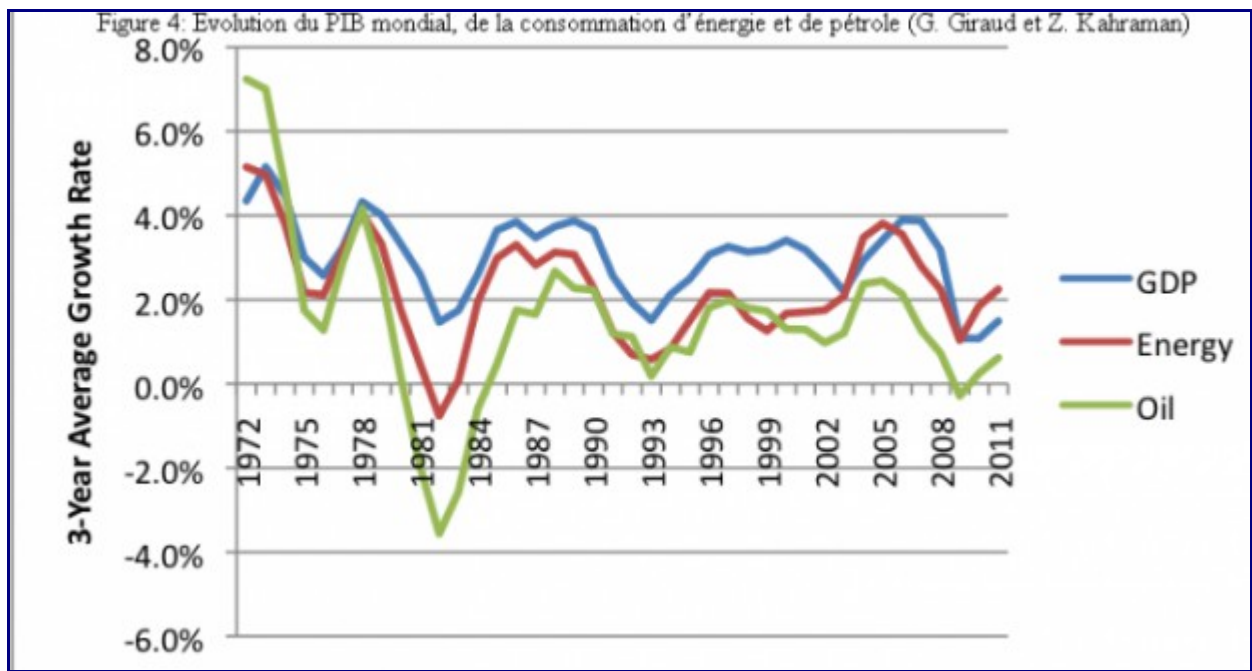
La figure 3, que j'ai tracée à partir des statistiques de la CIA World Factbook et de la banque mondiale, montre l'espérance de vie en fonction de la consommation d'énergie finale par habitant de 145 pays. On voit qu'au delà d'un certain seuil de consommation l'espérance de vie n'augmente plus et on peut parler de gaspillage. Mais on constate également qu'on ne vit pas longtemps là où on consomme peu. A l'heure actuelle le développement est lié à l'énergie.



**Figure 3**

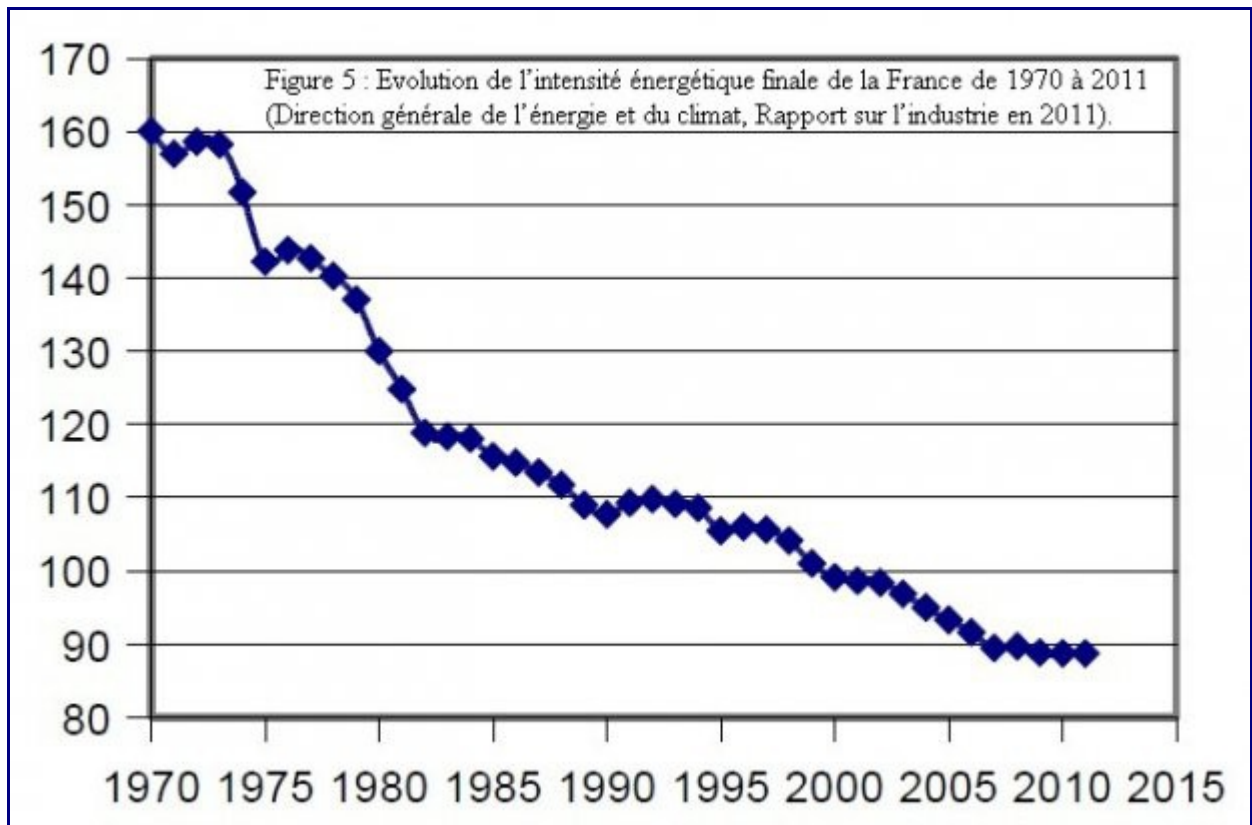
Espérance de vie en fonction de la consommation d'énergie primaire par habitant de différents pays.

Le Produit Intérieur Brut mesure la production de richesses révélatrice du niveau de vie. Même si cet indicateur est contestable, l'immense majorité des politiques recherche sa hausse. D'après les économistes G. Giraud et Z. Kahraman (2014), la contribution de l'énergie primaire à la croissance du PIB par habitant est de 60%, en témoigne la figure 4 qui montre bien la corrélation entre PIB et énergie. Jusqu'ici la croissance économique n'a jamais été conjuguée à une baisse de la consommation d'énergie, et il paraît peu probable que cela arrive au regard de la figure 5 qui montre l'évolution de l'intensité énergétique finale de la France depuis 1970, c'est à dire la consommation d'énergie divisée par le PIB. Il apparaît clairement qu'elle a beaucoup diminué mais la diminution est de moins en moins rapide au fil des années. La croissance économique paraît donc impossible si la consommation d'énergie décroît.



**Figure 4**

Evolution du PIB mondial, de la consommation d'énergie et de pétrole (G. Giraud et Z. Kahraman)



**Figure 5**

Evolution de l'intensité énergétique finale de la France de 1970 à 2011 (Direction générale de l'énergie et du climat, Rapport sur l'industrie en 2011).

Un rapport du programme des Nations Unies pour l'Environnement (M. Fischer-Kowalski , M. Swilling, 2011) indique qu'un scénario permettant seulement de stabiliser la consommation mondiale d'énergie et de diminuer de 40% les émissions de gaz à effet de serre comporterait tant de restrictions et rebuterait tellement les décideurs politiques qu'il peut difficilement être envisagé comme un objectif stratégique.

## **Conclusion, perspectives**

Aucun scénario de transition énergétique ne prétend qu'il soit possible de remplacer les énergies fossiles et nucléaires par les énergies renouvelables. Tous les scénarios font appel à une réduction importante de la consommation d'énergie.

Le levier de l'efficacité énergétique fait l'unanimité puisqu'il s'agit de consommer moins à service rendu égal. Les lois physiques incontournables et l'histoire récente des évolutions technologiques montrent que ce levier nécessaire sera insuffisant.

La sobriété énergétique est beaucoup plus complexe à développer car elle implique des changements considérables de modes de vie et d'organisation de la société. La consommation d'énergie a permis de remplacer les hommes par des machines et de tertiariser l'économie. Moins d'énergie signifie moins de transports, moins de machines et moins de chaleur, donc probablement plus de travail (peut être moins de chômeurs, mais sûrement des travailleurs plus pauvres), de tâches ingrates, moins de confort, de nourriture, de logements, de soins médicaux, voire de culture, d'éducation et de développement.

Certes des innovations technologiques pourraient voir le jour et modifier la donne. Mais elles ne changeront pas les limites physiques et, à l'heure actuelle, on ne perçoit pas quelle technologie miraculeuse pourrait être prête suffisamment rapidement. Il y a urgence !

Il est clair que l'augmentation de la population amplifiera les problèmes et qu'il faut cesser de penser que la démographie entraîne la croissance et l'amélioration des conditions de vie. L'augmentation de la population oblige au contraire à partager des ressources limitées en un nombre plus grand d'êtres humains (D. Meadows, D. Meadows, J. Randers, 2004).

Trois possibilités s'offrent aux politiques :

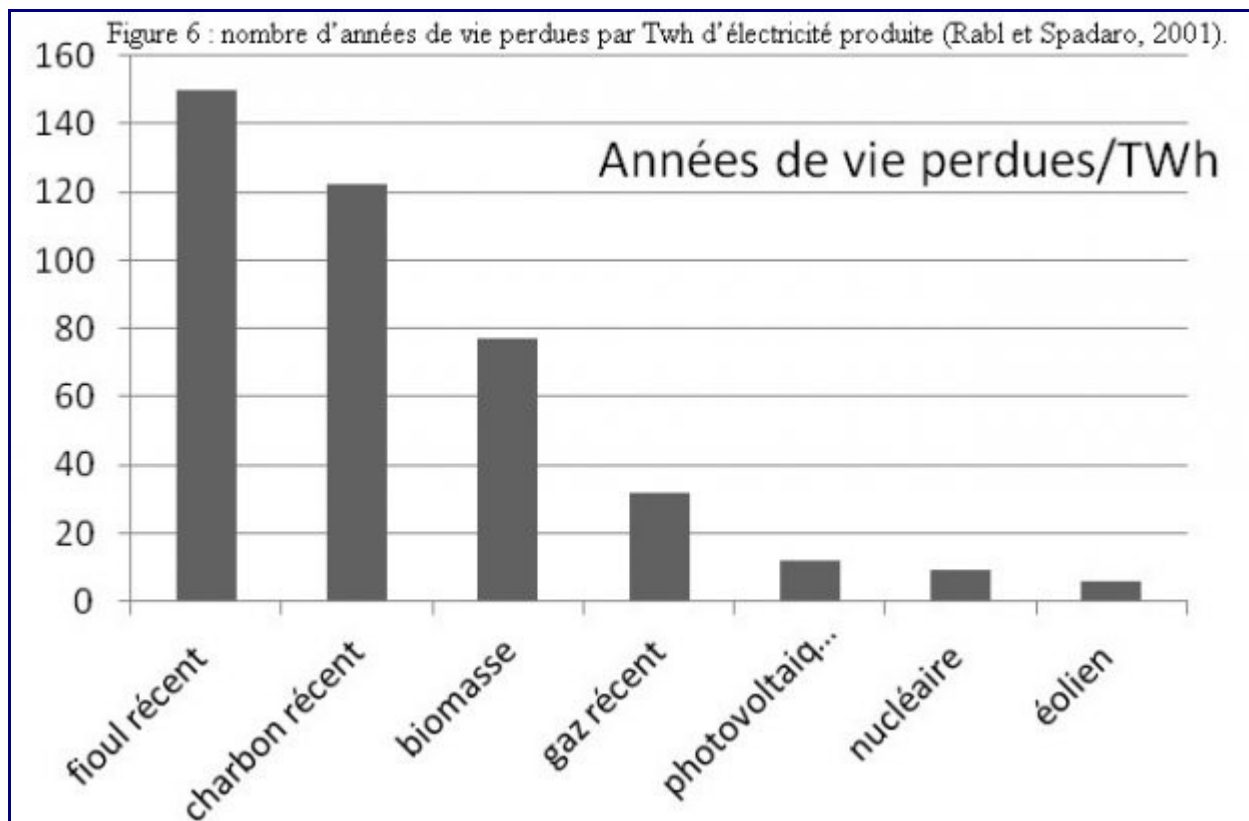
- manquer d'énergie. Cela nécessite une réorganisation complète de la société qui sera bien difficile à faire accepter à la population. Certains parlent d'une société

plus simple, je dirais plutôt une société plus pauvre. Il paraît peu probable que des politiques puissent être élus démocratiquement en préconisant la sobriété. Le risque de famines, de révoltes et de guerres n'est pas à exclure tant les conséquences économiques et sociales peuvent être importantes.

- continuer à exploiter les énergies fossiles, le charbon et les gaz de schiste en particulier puisque les ressources existent, donc amplifier la pollution et le réchauffement climatique avec des conséquences telles que maladies respiratoires, famines, inondations, tempêtes...

- développer le nucléaire. Les inconvénients du nucléaire, en particulier les déchets et le risque de catastrophe, sont très médiatisés et font souvent plus peur que ceux du manque d'énergie ou des énergies fossiles. Pourtant, au regard des inconvénients des deux premières possibilités, le rapport bénéfice/risque lui est clairement favorable. La pollution sous formes de déchets concentrés, emballés, confinés, connus, maîtrisés à longue durée de vie est largement préférable à la pollution dispersée incontrôlée et à durée infinie des énergies fossiles. Certes le risque d'une nouvelle catastrophe nucléaire ne peut pas être exclu. Tchernobyl a peut-être fait quelques milliers de morts (Organisation Mondiale de la Santé, 2006) pendant que le charbon tue des centaines de milliers de personnes chaque année. La catastrophe nucléaire de Fukushima n'a tué directement que quelques personnes, et les rejets radioactifs auront un impact plus faible sur la santé que bien des pollutions chimiques, à replacer dans le contexte d'un séisme et d'un tsunami qui ont tué des milliers de personnes et envoyé des tonnes de polluants dans la mer. Ce séisme a d'ailleurs entraîné la rupture du barrage hydraulique de Fujinuma causant plusieurs morts, et personne ne demande l'arrêt de la production d'électricité par barrage. Celui des Trois Gorges en Chine a nécessité l'évacuation de plus de 10 fois plus de personnes qu'à Fukushima.

Bref, le nucléaire tuera moins que les énergies fossiles et que le manque d'énergie. La figure 6, qui résulte des travaux des chercheurs Rabl et Spadaro, spécialistes en impacts environnementaux, compare les années de vie que font perdre chaque source d'énergie par rapport à leur production : la conclusion est claire. On peut faire un parallèle avec la comparaison entre les moyens de transport : l'avion fait plus peur que les autres moyens, c'est pourtant le plus sûr.



**Figure 6**

Nombre d'années de vie perdues par Twh d'électricité produite (Rabl et Spadaro, 2001).

Certes les ressources en uranium ne sont pas illimitées, mais d'autres techniques telles la surgénération peuvent fournir de l'énergie pendant des milliers d'années.

Certes le nucléaire ne pourra pas être développé partout à un rythme suffisant pour fournir dans les décennies à venir toute l'énergie manquante. Les problèmes seront immenses avec ou sans nucléaire et il faut s'y préparer. Mais le nucléaire permettra de limiter les dégâts. Le nucléaire n'est pas une solution miracle aux immenses problèmes évoqués, c'est une possibilité qui présente moins d'inconvénients que les autres, qui permettra de moins manquer d'énergie et de moins recourir aux énergies fossiles

### **Bibliographie**

Heinberg R., 2005, « Pétrole la fête est finie, avenir des sociétés industrielles après le pic pétrolier », collection Résistances.

Jancovici J.M., Grandjean A., 2006, « Le plein s'il vous plait », éditions du Seuil.

Commissariat Général au Développement Durable, Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie, 2013, « Chiffres Clés de l'Energie ».

Association Negawatt, 2011, « Scenario Negawatt 2011 ».

Greenpeace, 2013, « Scénario de transition énergétique ».

Rifkin J., 2012, « La troisième Révolution Industrielle », Editions Broché.

## **Le mur de l'impensable**

par **lephénix** **lundi 8 juin 2015** Agoravox

*Face au déclin imminent de la disponibilité en énergies fossiles et en matériaux qui alimentent la civilisation industrielle, un nouveau savoir en constitution, la « collapsologie », fait l'inventaire des avènements possibles afin de les apprivoiser et de les rendre vivables...*

Et si le destin de notre génération était d'assister, impuissante, à l'effondrement de ce qui « fait civilisation » ? Après tout, le cinéma ne nous avait-il pas déjà accoutumés aux fantasmes de fins du monde nourris des peurs d'un présent de plus en plus désenchanté ?

Alors que *Mad Max* fait son retour au Festival de Cannes, Pablo Servigne, ingénieur agronome spécialiste des questions d'effondrement, auteur de *Nourrir l'Europe en temps de crise* (éditions Nature & Progrès, Namur, 2014) et Raphaël Stevens, éco-conseiller expert en résilience des systèmes socio-écologiques, nous préparent à cette « éventualité » par un tour d'horizon interdisciplinaire vers un nouveau savoir en constitution : la « collapsologie »...

Précisément sous-titré « *petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* », leur essai vif et documenté sonne la charge contre le pire ennemi de l'espèce - ce « déni de réalité » allègrement décomplexé, gavé de « techno-béatitude », face aux menaces qui se précisent : emballement climatique, effondrement de la biodiversité, extinction des interactions écologiques, pérennisation des « crises », pollution persistante, tensions sociales et géopolitiques, etc.

Ce déni serait de moins en moins tenable face à l'évidence quand bien même nous préfererions nous laisser bercer, serait-ce au bord de l'abîme, par la petite mécanique obsédante du *business as usual* dont le coût métabolique se fait de plus en plus exorbitant... ..

Un processus irréversible est à l'œuvre dans notre civilisation thermo-industrielle, menaçant nos « besoins de base » (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, etc.) : ils pourraient bien ne plus être assurés (du moins à un prix « raisonnable »...) à « *une majorité de la population par des services encadrés par la loi* » - il suffit de se souvenir du chaos qui a suivi l'ouragan Katarina voilà dix ans...



La « capacité de charge » de l'écosystème est plus que saturée et un seuil de non-retour a bel et bien été franchi, mais qui s'en soucie, à part certains experts « lanceurs d'alerte » ? Ne sommes-nous pas sortis de l'Holocène, cette période de « *remarquable stabilité climatique qui a duré environ 12 000 ans et permis l'émergence de l'agriculture et des civilisations* » ? Nous voilà entrés dans une nouvelle ère géologique appelée Anthropocène, « *une époque où les humains sont devenus une force qui bouleverse les grands cycles biogéochimiques du système-Terre* ».

Une situation que Christian Arnsperger et Dominique Bourg, professeurs à l'Institut de géographie et durabilité de Genève, expriment ainsi dans leur contribution au dossier de la revue ***Futuribles*** consacré à *La Transition écologique* : « *Si nous maintenons individuellement et collectivement le statut quo actuel, seul une série de miracles pourrait nous épargner un retour forcé de la sobriété, sous des formes inévitables et violentes, porteuses de destruction de l'authentique dignité humaine. Nous ferions bien d'essayer de l'éviter.* » (***Futuribles*** n°403, novembre-décembre 2014).

## **Vers des lendemains d'apocalypse ?**

La machine thermique, lancée à tombeau ouvert, qui a supplanté la société agraire et artisanale est menacée d'un arrêt de moteur avec les épuisements terrestres rencontrés par l'industrie extractive d'énergies fossiles : « *Pour maintenir notre civilisation en état de marche, il faut sans cesse augmenter notre consommation et notre production d'énergie* ». Or, avec une technologie de plus en plus performante, « *le monde consomme sept barils pour chaque baril découvert* », ce qui rend intenable toute promesse de « croissance économique » voire le maintien du pacte social : « *il n'est plus possible d'extraire des quantités significatives d'énergies fossiles sans une quantité toujours croissante de dettes* »...

Ce déclin de la production pétrolière avec son cortège de conséquences prévisibles (explosion de dettes avec une capacité de plus en plus faible à générer les revenus nécessaires pour les rembourser, défaillances des Etats, dissolution prévisible de la protection symbolique et structurelle des individus livrés à une « compétition » généralisée, etc.) débouche aussi sur un déclin de toutes les autres énergies dont certaines sont présentées en « alternatives » : « *Imaginer qu'une électrification du système de transport pourra remplacer le pétrole n'est guère réaliste. Les réseaux électriques, les batteries, les pièces de rechange sont fabriqués à partir de métaux et matériaux rares (et ils s'épuisent) et tout le système électrique consomme des*

*énergies fossiles : il en faut pour le transport des pièces de rechange, des travailleurs et des matériaux, pour la construction et la maintenance des centrales, et pour l'extraction des minerais. Sans pétrole, le système électrique actuel, y compris le nucléaire, s'effondrerait »...*

Nous sommes « *face à un mur thermodynamique qui s'approche de plus en plus vite* » et nous vivons les derniers crachotements du moteur de notre civilisation industrielle avant son extinction... Le cœur nucléaire de notre civilisation industrielle est en train de fondre : réseaux d'approvisionnement et systèmes financiers fonctionnent sur un socle physique de réseaux d'infrastructures hypersophistiqués et interconnectés (transport routier, maritime, aérien, chemin de fer, réseaux électriques et de télécommunications) – des piliers bien vacillants : « *Lorsqu'une civilisation devient « hors-sol », c'est-à-dire qu'une majorité de ses habitants n'a plus de lien direct avec le système-Terre (la terre, l'eau, le bois, les animaux, les plantes, etc.), la population devient entièrement dépendante de la structure artificielle qui la maintient dans cet état. Si cette structure, de plus en plus puissante mais vulnérable, s'écroule, c'est la survie de l'ensemble de la population qui pourrait ne plus être assurée* »...

## **Points de basculement et nouvelles frontières**

Outre la défaillance fort prévisible de l'axe énergéico-financier, l'accroissement toxique des inégalités, l'accaparement des richesses produites par l'hyperclasse sans « percolation » vers les populations, le verrouillage du système sociotechnique et le taux de prédation d'une société (coincée dans un intenable modèle de « compétition »...) sur les ressources naturelles ne sont-ils pas déjà des facteurs d'effondrement ayant mené à la disparition d'autres civilisations ?

Voilà trois millénaires se produisait en Méditerranée orientale l'effondrement des systèmes économiques et politiques complexes de l'âge du bronze, comme le rappelle l'archéologue et historien Erich H. Cline, professeur à l'université Georges-Washington, dans son essai, *1177 avant J.-C. (La Découverte)*. Que s'était-il passé alors ? Pour le chercheur, ce XIIe siècle avant notre ère représentait l'apogée d'une « économie globalisée » reliant plusieurs civilisations méditerranéennes prospères. Les difficultés d'accès à l'étain, indispensable à la métallurgie du bronze, suite à des invasions barbares, auraient-elles suscité ce collapse-là ? Il suffit de considérer que l'étain jouait en ce temps-là un rôle stratégique semblable à celui du pétrole dans le nôtre... Eric H. Cline ne néglige rien par ailleurs des séismes, des mouvements migratoires et des révoltes intérieures qui ont ébranlé la zone et insiste sur le caractère systémique de cet

effondrement.

L'archéologue Joseph Tainter avait déjà montré que l'une des causes majeures de l'effondrement des sociétés vient de cette tendance irrépessible à se diriger vers de plus grands niveaux de complexité, de spécialisation et de contrôle sociopolitique - « *verrouillé par toute cette complexité, le métabolisme de la société atteint un seuil de rendements décroissants qui la rend de plus en plus vulnérable à l'effondrement* »...

Dans *Effondrement* (Gallimard, 2006), Jared Diamond a prouvé que les sociétés confrontées à des changements menaçant leur survie ne trouvent rien de mieux que d'intensifier les stratégies « gagnantes » antérieures – celles qui leur ont été si « profitables » et qui précisément créent le problème. Ainsi, alors que la surface des terres fertiles diminue, on exacerbe les pratiques de « culture intensive » qui les détruisent encore plus vite...

Les hécatombes animales devraient nous alarmer quant à l'extinction des interactions écologiques qui se propagent à travers la toile du réseau alimentaire – précédant les extinctions de populations : « *Le monde vivant n'étant pas simplement tissé d'une toile de prédation, l'onde de choc peut aussi se propager à travers des réseaux parallèles – et très riches ! – de mutualismes, comme la dispersion des graines ou la pollinisation. Faire disparaître une espèce, c'est donc aussi en priver d'autres de ressources précieuses, voire vitales.* ».

## **Vers une ultime sortie de route ?**

Finalement, un arrêt du moteur ne nous permettrait-il pas aussi de préserver ce qui peut encore l'être, voire de rétablir une biodiversité, garante d'une agriculture résiliente et productive ?

Pour Pablo Servigne et Raphaël Stevens, il ne s'agit pas de présenter un panorama apocalyptique mais de poser un cadre pour « *entendre, comprendre et accueillir toutes les petites initiatives qui vivent déjà dans le monde « post-carbone* » et cultiver des innovations en marge d'une société qui, transgressant ses frontières, rencontre ses points de basculement climatiques, écologiques et biogéophysiques...

En nous sensibilisant à cet « *immense réservoir de perturbations potentielles* » susceptible à tout moment de déclencher des « *effets en cascade à travers la structure hautement interconnectée et verrouillée du système économique mondial* », la collapsologie nous permet de nous rebrancher au réel dont l'abstraction et la complexité croissantes nous a détachés en dépit des leçons de

l'Histoire. Nous permettra-t-elle de vivre un effondrement « civilisé » voire d'appriivoiser un avenir habitable ? Déjà, elle donne des outils qui « *permettent de récolter quelques indices sur la nature de l'avenir et donc l'avenir de la nature* »... De quoi voir venir l'épuisement des ressources ainsi que celui des peuples (« *la population disparaît plus vite que la nature* ») et œuvrer à des « *noyaux de redémarrage* » d'une civilisation à partir de « petits systèmes résilients » construits dans l'urgence, au seuil de la période de grande « simplification » qui s'ouvre devant nous...

L'avenir germerait-il dans un « imaginaire de rupture » ? Précisément, il faudrait en finir avec la surconsommation d'énergie qui risque fort de l'empêcher d'advenir, ainsi qu'avec le culte de la mobilité tous azimuts (« manger ou rouler, il faudra choisir ») et de la « disponibilité » chronique qui referment notre « zone de confort » - et font rouler la pierre tombale sur ce qui pourrait devenir la fosse commune de toutes les espérances trahies...

#### **BIBLIOGRAPHIE :**

Pablo Servigne & Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer*, Seuil, 2015

Pablo Servigne, *Nourrir l'Europe en temps de crise*, éditions Nature & Progrès, 2014

Eric H. Cline, *1177 avant J.-C., le jour où la civilisation s'est effondrée*, traduit de l'anglais par Philippe Pignarre, La Découverte, 2015

## **« Création de richesse »...**

par [lephénix](#) mercredi 20 mai 2015 Agoravox

***On commence à le comprendre : l'expression « création de richesse » est allègrement confondue avec une création monétaire débridée. Pour ceux qui veulent « sauver les meubles », Simone Wapler, directrice de la rédaction des publications Agora, lève le voile et engage les « déposants » à anticiper le grand basculement du système en « mode cessation de paiement » - il s'agit bien d'échapper au sacrifice promis à tous lors d'un ultime « défaut de paiement » - mais pas en « mode panique »...***

Tout le monde en conviendra : il y a eu un avant et un après 2008, suite à la débâcle du crédit *subprime* – comme il y a un avant et un après Chypre (2013) dont en prendra la mesure « en temps voulu »... « *L'activité économique n'a jamais retrouvé son niveau d'avant la crise de 2008* » constate Simone Wapler.

Et « *la bulle du crédit subprime a été remplacée par une bulle obligataire mondiale encore plus grosse* »...

Ingénieur de formation, Simone Wapler a quitté les laboratoires pour les marchés

financiers. Dans son livre paru l'année dernière, *Pouvez-vous faire confiance à votre banque ?*, elle engage ses lecteurs à se préparer au pire afin de pouvoir espérer le meilleur – enfin, ce qui pourrait s'en rapprocher encore, compte tenu d'une (de)règlementation qui « pousse les banques au crime » - et d'une confusion pour le moins fâcheuse entre croissance des activités économiques rentables et « *croissance du crédit adossé à rien* »...

Pour qu'il y ait des gagnants dans un tel système de surproduction de dettes, il doit nécessairement y avoir des perdants : « *Il existe un grand principe de politique économique. Si vous ne voyez pas vraiment qui va payer, ne cherchez plus, c'est vous !* ».

### « Qu'est-ce que je vous serre » ?

On croyait « l'affaire » réglée, les excès purgés, les écuries d'Augias nettoyées et les « responsables » enfin « responsabilisés » quant à leur « carrière » si ce n'est sur leur « patrimoine » ?

Que nenni : les banques menacées de faillite en 2008 ont « *en réalité été renflouées ou reprises grâce à l'argent des contribuables, de l'Internationale des contribuables* ». La preuve par Dexia dont la faillite « *se retrouve partiellement dans les dérapages du déficit et de la dette de la France, les 60 Mds€ d'impôts supplémentaires du « choc fiscal » que vous avez subi ces trois dernières années* ».

La preuve aussi par des citations bien choisies, émanant de sources pour le moins autorisées : « *Il a toujours été dangereux d'avoir un système où les déposants dans les banques, qui étaient assurés par une garantie d'Etat (donc par le contribuable) financent les produits les plus risqués et les activités des banques d'investissement. En somme, nous avons privatisé l'actif de leurs bilans et nationalisé le passif.* » (Gene Rotberg, ancien vice-président de la Banque mondiale et de Merrill Lynch).

Simone Wapler révèle le gouffre ouvert sous nos pas qui s'apprête à engloutir l'épargne des ménages dans « *le prochain naufrage de l'économie irréaliste* » - celle qui semble à nouveau saisie par une « exubérance irrationnelle » bien connue des « petits porteurs » depuis deux décennies...

D'abord, il y a le rappel d'une évidence : « *Lorsque vous déposez de l'argent sur votre compte en banque, il ne vous appartient plus vraiment. Par un jeu d'écritures, vous êtes titulaire d'un simple droit de créance à l'égard de votre banque qui vous doit votre argent.* ». A bon entendeur...

## « Votre banque mérite-t-elle vraiment votre argent ? »

Mais... la « garantie européenne des dépôts » ? Juste une promesse de ... zombie ? « *Faute de se résoudre à voir l'économie s'assainir par les faillites pour repartir sur des bases saines, les gouvernements préfèrent s'endetter, émettre de la fausse monnaie ou taxer et imposer. Tout ceci pour financer des zombies financiers qui donnent une apparence de vie en payant des intérêts, mais sont en réalité morts car incapables de rembourser le principal. Ces zombies sont des créatures financièrement non viables mais qui donnent les apparences de la vie car elles sont soutenues par l'argent des contribuables.* ».

Si les banques ont collecté beaucoup de dépôts, elles ont également accordé beaucoup de prêts sans avoir assez de fonds propres pour couvrir les risques – « *fin 2013, la dette des ménages est supérieure de 200 Mds€ à leurs dépôts* »...

Le symptôme du zombie n'est-il pas « *une dette qui grossit plus vite que les ressources* » ? A l'échelle des nations, la dette publique « *coûte plus cher que la croissance qu'elle est censée acheter* » et les « *tractations européennes* » prévoient « *si nécessaire un vol légalisé des déposants pour renflouer une banque* »...

La machine infernale à produire de la dette frappe d'une double peine le déposant – qui est aussi contribuable : « *Les banques ont des bilans d'une taille monstrueuse, elles ont trop prêté. Les Etats se sont employés à les sauver en taxant leurs contribuables au motif qu'un système bancaire sain est indispensable au bon fonctionnement de l'économie, et surtout pour éviter la panique chez les déposants (...). Les banques sont irresponsables dans les faits puisqu'elles bénéficient de la caution des contribuables (...) La véritable garantie d'une banque trop grosse pour faire faillite, ce ne sont pas ses fonds propres, mais les déposants et les contribuables (...) Fortes de ces privilèges, nos banques sont devenues irresponsables puisqu'elles savent qu'elles ne paieront pas la casse.* ».

Les contribuables et déposants français « *bénéficient* » même d'une perfide spécificité de leur droit : « *La faute pénale n'existe que lorsqu'il y a détournement de fonds à des fins d'enrichissement personnel. L'imprudence ou l'incompétence ne sont pas sanctionnées. Les banquiers sont donc irresponsables parce que le cadre légal actuel concocté par les politiques le leur permet.* ».

## Des solutions « hors zone euro » ?

Les canons actuels de la « *cuisine financière* » contaminée par les toxines mathématiques et les probabilités permettent aux banques de ne pas conserver le

risque chez elles, mais de l'évacuer en le revendant à d'autres – compagnies d'assurances ou fonds de pension...

Le lecteur se familiarisera avec des notions troubles comme le « *système à réserves fractionnaires* », le *bail-in* ou le *bail-out* – des faucheuses qui « *affûtent leurs lames* »... Il prendra la mesure du danger qui menace ses économies – que les banques « *jouent sur les marchés financiers* » - en se rappelant qu'en tant que déposant « *avec un solde créditeur moyen positif* », il est plus qu'un client de sa banque, il est un « *prêteur* »... Il prendra bonne note des conseils dispensés comme celui de « *refuser tout instrument d'épargne comportant des produits dérivés obscurs* » dont le fonctionnement lui échapperait ou de ne pas se fourvoyer dans un « *marché immobilier* » hexagonal qui a « *perdu ses facteurs de soutien* »...

La dislocation de l'euro pourrait s'accompagner d'une « *dévaluation sauvage d'environ 20% assortie de mesures de contrôles des changes et des capitaux* » - d'où l'idée de « *mettre des dépôts dans une banque européenne hors zone euro* »... Mais quelles banques présentent le « *moins de levier possible* », le moins de risques et des dépôts supérieurs aux prêts ? Simone Wapler en propose une sélection pour le moins documentée dans son « *kit de survie* » qui comprend bien d'autres conseils – comme « *débancaiser* » ses « *liquidités* » après passage au scanner des « *principales classes d'actifs* »...

Il s'agit moins de se gaver de « *tuyaux* » phynanciers plus ou moins éventés ou « *performants* » que de comprendre ce qui nous arrive...

Il semble bien que la croissance exceptionnelle que le monde a connue ces deux derniers siècles ait été une exception dans notre histoire- et une parenthèse « *enchantée* » d'ores et déjà refermée : voilà venu le temps de la surproduction de dettes et de « *la croissance de la monnaie sans aucune contrepartie* » sur une planète surexploitée, transformée en casino où une minorité « *avisée* » s'acharne à « *gagner* » la perte d'une majorité tétanisée - la « *demande humaine d'avenir* » pourrait bien ne plus être assurée... Alors, « *sauver les meubles* » ou en faire du petit bois ?

Un tel « *capitalisme sans capital* » (« *puisque reposant sur la dette et la création monétaire* ») ne peut que vouer l'espèce à des lendemains de cendres sans avenir... Faute de retrouver la pierre philosophale d'une aventure bientôt révolue, le lecteur tout aussi « *avisé* » pourra toujours essayer de ne pas être le dindon de moins en moins consentant d'une farce sur le point de changer une belle planète bleue en tombeau des promesses trahies - et les prédateurs bientôt en proies ultimes de leurs propres exactions...

## Bibliographie :

Simone Wapler, *Pouvez-vous faire confiance à votre banque ?*, Ixelles éditions, 300 p., 17,90€

## Énergie : mythe, histoire et réalité (vidéo)

par Zatara lundi 10 août 2015 Agoravox

**Jean-Marc Jancovici**, né en 1962, est un ingénieur français diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure des télécommunications de Paris. Il est chef d'entreprise, consultant, enseignant, conférencier, auteur de livres et chroniqueur indépendant. Il est connu pour son travail de sensibilisation et de vulgarisation dans la thématique énergie-climat.

Site perso : <http://www.manicore.com/index.html>

### La conférence :

0:00 : Introduction

4:05 : Qu'est-ce que l'énergie ?

6:43 : Comparaison humain-machine (de l'esclavagisme aux machines)

9:37 : Le prix réel de l'énergie et de ses sources dans l'histoire

13:00 : Les types d'énergies utilisées en France

16:02 : Les paradigmes du système sociale et économique et la réalité énergétique

23:46 : La réalité des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon)

29:10 : Le volume d'énergie disponible (pétrole) comme cause de dettes et de décroissance

36:07 : Petit rappel sur les prix et la prospection du pétrole et du gaz

43:27 : L'électricité en Europe : les sources

47:05 : L'évolution des prix

51:25 : Les énergies renouvelables

53:47 : Conclusion

56:46 : Réponses aux questions de la commission



<https://www.youtube.com/watch?v=MULmZYhvXik> (Français, 1h32)



# Permafrost, la bombe à retardement climatique

Biosphère 12 août 2015 (écrit le 26.07.2006 par Michel Sourrouille)

Le permafrost, ce sol perpétuellement gelé des régions arctiques, recouvre une surface de plus de 10 millions de km<sup>2</sup> : ce territoire grand comme l'Europe est aujourd'hui menacé par le réchauffement climatique. Constitué en Alaska de terres, de déchets végétaux et de glace, il a fondu en vingt ans sur une épaisseur de 2 mètres. Dans le pire des cas, le permafrost pourrait ne plus occuper que 1 million de km<sup>2</sup> en 2100, une division par 10. Comme le permafrost contiendrait, selon les estimations, au moins 30 % de tout le carbone stocké dans le sol de la planète, la fonte pourrait à son tour accélérer le réchauffement climatique. Si le permafrost se décompose moins vite qu'on ne le pense, il y aurait quand même émission de méthane qui est un gaz à effet de serre encore plus puissant que le CO<sub>2</sub>.

Pendant que la Biosphère se réchauffe, certains humains en discutent... alors que la majorité se contente de regarder les match de foot !

## Là où les candidats n'osent s'aventurer



**James Howard Kunstler**  
**Kunstler.com**

**Publié le 12 août 2015**

Le fait que les cercles les plus sardoniques du monde politique trépignent devant les barrissements éléphantsques de Donald Trump ne fait que prouver des limitations pathétiques de leur monde narquois. Ils apprécient les discours sans filtre de Trump, ses provocations hostiles envers les autres prétendants à la présidence, et sa supposée empathie télépathique pour la souffrance du public résidant hors du royaume fabuleux de DC.

Trump aborde la question légitime de l'immigration, mais semble aussi avoir une dent contre l'incompétence générale des politiciens professionnels ainsi que des revendications grandioses quant à ses capacités majestueuses en matière d'entreprise et d'affaires. Au train où vont les affaires en ce paradis de boniments, être promoteur immobilier est peut-être juste au-dessus du rang de concessionnaire automobile, et le fait que certains contrats rusés de Trump puissent bientôt sombrer dans la banqueroute risque de contrer les arguments en faveur de son savoir-faire autoproclamé. Voilà pourquoi il devrait être relégué au rang de clown.

Ce que Trump représente le plus vivement en cet instant de l'Histoire est le manque ahurissant de sérieux parmi ceux qui se prétendent être des poids-lourds politiques. Jusqu'à présent, aucun d'entre eux, à l'inclusion du très attachant Bernie Sanders, n'est parvenu à clouer un billet de doléances au portail de la

Maison blanche. La longue liste des problèmes auxquels fait face notre société devrait être évidente. Mais puisqu'ils ne sont pas abordés dans les discussions publiques, voici ma liste personnelle des sujets que devraient discuter les candidats les plus sérieux (et que devrait prendre à bras le corps le président élu) :

La sécurité nationale. Les Etats-Unis ont développé l'Etat de sécurité nationale le plus horripilant que le monde ait jamais vu, avec leur NSA et les agences qui lui sont associées. Ils sont devenus la vache à lait de certaines des entreprises les plus diaboliques de la corporatocratie – les compagnies d'opérations secrètes et de vente d'armes. La croissance de ce monstre n'a pas été mandatée par les Cieux. Un président pourrait prendre la décision de le démanteler. Tout candidat muni d'un certain respect pour notre héritage en ferait un sujet clé de sa campagne.

Un autre sujet lié au premier est la militarisation répugnante de la police. Les forces de police des plus petites villes n'ont aucune raison d'avoir des véhicules renforcés contre les mines et les embuscades, des chars d'assaut ou des armes lourdes. Le gouvernement fédéral leur a offert tout ce matériel. Et devinez quoi ? Il peut aussi le leur reprendre. Les candidats dignes de ce nom devraient proposer un tel programme.

La militarisation générale de la vie nationale devrait inquiéter les citoyens les plus réfléchis. Je vis moi-même à proximité d'une base navale. Je vois souvent en ville de jeunes recrues porter leur uniforme pendant leur jour de repos. C'est quelque chose qui me pose problème. Le personnel militaire ne devrait pas être autorisé à porter son déguisement guerrier dans un lieu qui n'est pas en conflit.

Historiquement, les soldats américains ne s'étaient jamais auparavant promenés chez eux en tenue de combat. Cette mode révoltante a même été adoptée par les équipes de baseball nationales. Les New York Mets et les Pittsburgh Pirates sont passés à la télévision vêtus d'uniformes de camouflage. Qu'essaient-ils de prouver ? Que nous sommes constamment en guerre ?

Le racket omniprésent de la société américaine détruit peu à peu notre pays. Le racket médical est en tête de liste. Soyons clairs : il s'agit du racket d'otages. Vous êtes pris en otage dès que vous tombez malade et devez être soigné. Vous êtes alors presque toujours en mesure d'accepter un traitement susceptible de vous sauver la vie. Les racketteurs du milieu le savent bien. C'est pourquoi nous vivons sous la tyrannie d'un système de coûts qui assigne des prix ridicules à tout ce qui est perçu de près ou de loin comme un médicament. Et l'industrie pharmaceutique est là pour réclamer tout ce qui reste. Une visite aux urgences avec un bras cassé peut facilement plonger un ménage dans la ruine financière. Un président pourrait appliquer la loi antitrust contre un grand nombre de ces rackets et pratiques.

Refuser de prendre position n'est pas pardonnable.

Le racket le plus dangereux de notre temps est celui de la sphère bancaire et financière. Notre grand président Obama n'a fait absolument rien pour défendre le public face aux abus financiers grossiers et à la fraude comptable. Son Département de la justice a manqué de poursuivre les banques pour criminalité, et les régulateurs de la Securities and Exchange Commission et d'autres agences sont restés assis sur leurs mains six années durant alors que les marchés se trouvaient pris d'assaut et manipulés. Un tel comportement donne du poids à l'argument de conspiration entre les gouvernements, les banques « systématiquement importantes » et la Réserve fédérale, qui selon beaucoup cherchent à former une économie Potemkine de couverture politique et de faveurs, aux dépens de l'économie réelle. Un candidat aux élections présidentielles devrait jurer de défendre le public face à ces turpitudes institutionnelles. Un président se devrait de proposer un retour à la loi Glas-Steagall et de forcer le Département de la justice à démanteler les grosses banques avant qu'elles ne fassent imploser le système et l'économie globale.

Le président Obama n'a fait absolument rien à l'approche de la décision prise par la cour suprême en 2010 de ratifier Citizens United. Cette décision a doté la « personne » des corporations d'un « droit » d'exprimer ses opinions politiques en offrant des financements en des quantités illimitées aux candidats présidentiels. Cette décision a été un désastre, puisqu'elle représente en quelque sorte un « droit » d'acheter les élections. La « personne » des corporations a évolué au cours de l'âge industriel pour passer d'un ensemble circonscrit de pratiques agréées à un ensemble douteux de « privilèges liés à la personne ». La vérité, c'est que les corporations n'ont pas d'obligations ou de responsabilités envers l'intérêt public, mais simplement envers leurs actionnaires et leur direction. Cette condition devrait être évidente aux yeux des juristes. Il est donc nécessaire d'adresser ce problème par statut ou d'amender la Constitution quant aux limitations de l'identité individuelle des corporations. Un président peut le faire au travers de ses alliés du Congrès.

Pourquoi l'appareil de politique étrangère des Etats-Unis s'affaire-t-il à contrarier la Russie ? Quels bénéfices pourrait tirer le peuple américain du financement par son gouvernement d'un coup d'Etat en Ukraine ? Pourquoi le Conseil des relations étrangères du Sénat a-t-il cessé de fonctionner ? Certains des candidats aux élections présidentielles sont des sénateurs. Pourquoi la presse ne se penche-t-elle pas sur leur échec ? Pourquoi ignorer cette politique plus que préoccupante ?

En 2009, le président Obama a promis de clore la porte ouverte entre les

régulateurs du gouvernement et les entités règlementées – et en particulier les banques. Il n'a pris absolument aucune décision sur ce plan. A dire vrai, il a installé une nouvelle porte à la Maison blanche pour permettre à des charlatans tels que Robert Rubin, Gary Gensler, Mary Jo White et Larry Summers d'entrer et sortir du gouvernement. Ces scélérats détruisent notre nation. Tout président équipé d'un minimum de décence mettrait immédiatement fin à cette pratique.

Vous avez-là le choix entre un certain nombre de sujets à ruminer, qui vont au-delà de la rage et la répulsion implicites envers les politiciens. Ils représentent un agenda très riche des problèmes auxquels nous devons nous heurter pour que notre nation puisse survivre. Je me demande si les savants médiatiques qui rédigent les questions des débats penseront un jour à ces aspects.

## [Etat des lieux du spectacle électoral](#)



[James Howard Kunstler](#)  
[Kunstler.com](#)

Publié le 12 août 2015

Oui, ce à quoi nous faisons référence par le terme « public » existe bel et bien. Dérivé du vieux Latin *populous* (le peuple), *publicus* (du peuple), et enfin du vieux Français *public*, ce terme fait référence à la masse d'adultes qui résident au sein d'une *polity*, une société sous gouvernance (politique). Aux Etats-Unis, le gouvernement revêt l'habit de la République, un terme qui nous vient du Latin *res publica* (la chose publique, le vaisseau qui contient ce qui est public).

Si je définis ces termes, c'est pour vous montrer que notre société se fissure. Le public américain, *we the people*, se pâme aujourd'hui dans un marécage d'échecs multidimensionnel : l'échec de contrôler sa vie économique, l'échec de réguler son appétit et son corps, l'échec de comprendre ce qui lui arrive, l'échec de refuser la propagande et les distractions qui le handicapent, et l'échec d'exprimer correctement et de diriger sa colère vers les éléments de politique qui la mériteraient.

Il est vrai que leurs échecs actuels sont largement liés à et ont été aggravés par ceux qui ont capturé la sphère politique pour en faire un appareil de pillage et de racket. La conséquence en est un cercle auto-renforcé de dégradation qui moisit la morale collective du public tout en détruisant le vaisseau de la République qui la contient.

Les sociétés qui agissent comme si elles étaient les otages de ces forces de dégradation sont capables de se prétendre impuissantes face à elles ; de prétendre que le public n'est aucunement responsable de ses propres choix ou de la

désintégration des politiques sous lesquelles il vit. D'où la condition actuelle du public américain et de son infâme gouvernement.

Il n'est pas difficile de comprendre comment Donald Trump a pu devenir l'instrument de la colère du public. Peu importe ce que représente sa carrière irrégulière dans l'immobilier, il a l'avantage d'être au moins un acteur libre et débridé dans l'arène politique. Le public apprécie majoritairement ses prétentions d'indépendance face à la machine d'extorsion qu'est devenue la République. Son dédain évident pour ses rivaux, et pour le processus politique dégoûtant érigé à l'occasion des élections, réjouit aussi un gros pourcentage du public. Mais jusqu'à présent, ses idées en matière de gouvernance ont manqué de cohérence - à l'exception de la notion assez générale d'immigration incontrôlée et des débats mensongers qui l'accompagnent - ce qui ne peut pas être une bonne chose pour la République. Au-delà de ça, il se contente de se vanter de sa propre intelligence, de sa capacité à faire des affaires et de son patriotisme.

Jusqu'à présent, rien n'a pu le faire reculer ou tomber à genoux. Fox News a fait tout son possible pour lui mettre des bâtons dans les roues la semaine dernière à l'occasion d'un débat qui n'en était pas un, en essayant de soulever le public féminin contre lui pour avoir au fil des années émis des remarques désobligeantes envers les femmes. Bien évidemment, le petit secret de la politique et des médias est que les bavardages de coulisses entre les candidats et les présentateurs est tout aussi haineux que tout ce qu'a pu dire Trump. Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué, les Etats-Unis se sont transformés en un égout verbal, notamment pour ce qui est du monde virtuel de la télévision. Je ne me souviens pas avoir déjà vu quelqu'un se plaindre du comportement des personnages de *Badda-Bing Lounge*, de Tony Soprano. En réalité, les oscars ont plu sur ce genre de représentation comportementale. Voilà qui nous sommes devenus.

L'ascension et la persistance de Trump soulèvent une question plus pertinente encore : pourquoi les autres candidats sont-ils des porte-paroles si évidents de la machine d'extorsion qui détruit la République ? Pourquoi personne, à la possible exception de Bernie Sanders, n'a-t-il ouvertement critiqué le fonctionnement de base de cette machine ? Pourquoi aucun autre individu important ne s'est-il prononcé contre les dynamiques suicidaires de notre ère ?

Nous avons traversé de nombreux cycles historiques, politiques et économiques. L'un d'entre eux affecte particulièrement le public américain d'aujourd'hui : notre cycle de compréhension de ce qui nous arrive est désormais au plus bas. Il arrive que les sociétés réalisent parfaitement ce qui leur arrive et le communiquent superbement bien. C'est ce qui a été le cas à la fin des années 1700, alors que les

dirigeants américains signaient leur divorce avec la Grande-Bretagne. Pouvez-vous imaginer les clowns qui animent les « débats » sur Fox News jouer un rôle dans la rédaction des Essais fédéralistes ? Bien évidemment, le public et ses représentants n'ont aujourd'hui aucune idée de ce qui se passe. Et, naturellement, ils n'ont aucune idée de ce qu'il faudrait qu'ils fassent pour y répondre.

Ce qui précède laisse supposer qu'ils sont des personnes honorables, ce qui n'est peut-être pas le cas. C'est là la critique première faite contre Hillary Clinton : elle est un monstre d'ambition sans aucun principe, et rien de plus. C'est aussi là l'argument que j'ai contre elle. Parmi les Républicains, seul Rand Paul semble ne pas être une marionnette au service de la machine d'extorsion. Après tout, le parti républicain est l'incarnation même de cette machine. Et en essayant de jouer dans cette cour, Rand Paul pourrait manquer de la force morale nécessaire à cet affront.

Je suis avec ceux qui pensent que les élections de 2016 seront un spectacle sauvage au-delà de l'imagination des médias de l'information. Je suis absolument convaincu qu'entre autres choses, le système bancaire implosera si fort avant les conventions de nomination que la nation sera en état de chaos. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est qu'un spectacle muet qui recycle des thèmes usés d'une ère sur le point de baisser le rideau.

## **TOUT EST BIEN QUI N'EN FINIT PAS**

par François Leclerc 12 août 2015

Les derniers mètres sont les plus difficiles à parcourir. Le moment de l'annonce initiale de l'accord passé, la Commission a reconnu la nécessité de son « évaluation politique » sans préciser qui pourrait la réaliser, et tout y est désormais suspendu. Le Conseil européen, qui regroupe les chefs d'État et de gouvernement, n'est pas convoqué, et l'Eurogroupe a toujours été considéré comme une instance technique. Comment procéder alors ?

D'une manière ou d'une autre, il va falloir mettre les formes vis à vis du gouvernement allemand, qui pour exprimer son désaccord a fait savoir que « l'exhaustivité passe avant la rapidité » sans monter sur ses grands chevaux. La question est d'importance, car celui-ci dispose de deux droits de veto : en raison de l'aval obligatoire du Bundestag, et au sein du MES où une majorité de 85% des voix est requise pour décider de tout prêt.

Écarté des négociations, le gouvernement allemand se rappelle maintenant au bon souvenir de tous. Que peut-il chercher en voulant reprendre la main ? Un durcissement des mesures exigées, ou plus probablement des assurances en terme

de surveillance budgétaire au sein de la zone euro, dans le cadre des discussions qui sont engagées à propos de sa nouvelle *gouvernance* ?

Une fois cette question réglée dans les couloirs, les désaccords ne vont pas manquer de ressurgir. Certes, les objectifs du nouveau plan ont été adoucis, et aucune nouvelle mesure d'austérité ne semble avoir été ajoutée aux précédentes, à considérer la liste des 35 mesures exigées, mais cela ne rend pas leur réalisation plus probable. Le plan est de trois ans, mais combien de temps faudra-t-il pour constater qu'il a déraillé et qu'il faut l'actualiser ? Et les objectifs réduits d'excédent budgétaire comme les nouvelles prévisions de croissance à la baisse vont rendre inévitable une plus ample restructuration de la dette, comme le FMI l'a déjà souligné. La seule issue sera de s'en tenir à un « reprofilage » portant sur le calendrier et les intérêts, afin de ne pas tailler dans le vif, et d'éloigner le moment où il faudra commencer les remboursements afin de n'avoir à y revenir que le plus tardivement possible.

La commission, le FMI et la BCE se sont appliqués à ne pas mettre de l'huile sur le feu afin de ne pas rééditer l'exploit des chefs d'État et de gouvernement en l'aggravant. Alexis Tsipras pourra faire valoir qu'il est parvenu à bloquer de nouvelles coupes budgétaires, pour l'essentiel. Combien de temps la fiction que représente ce nouveau plan va-t-elle pouvoir tenir ?

## **La Chine... achève la synthèse du pire du communisme et de l'ultralibéralisme ?**

août 11, 2015//dans [Articles des éconoclastes](#) /par [Philippe Béchade](#)

La Chine vient d'inventer la dévaluation unique... en 2 étapes (ou 3 ?).

**Tout comme la Suisse avait abandonné le 15 janvier le coûteux arrimage artificiel de l'Euro au franc suisse (une semaine avant que la BCE annonce un « QE » d'un montant mensuel supérieur de 30% aux estimations), peut-être faut-il interpréter le désarrimage brutal de -4% du Yuan par rapport au Dollar (et aux autres monnaies asiatiques) comme une mesure préventive à un mois d'un 1<sup>er</sup> tour de vis monétaire quasi certain de la FED.**

La hausse de 25Pts du taux directeur aux Etats Unis devrait en précéder un second avant les fêtes, ce qui devrait soutenir le Dollar une bonne partie de l'automne... et donc le Yuan qui le suit comme son ombre.

Le Yuan ayant gagné régulièrement du terrain ces derniers mois –de par son

arrimage au Dollar- face à l'Euro, au Yen et à la Livre Sterling, le commerce extérieur de la Chine était mis sous pression, surtout face à la concurrence exercée par des pays voisins à coût de main d'œuvre très faible comme le Vietnam, le Cambodge, la Birmanie... et depuis toujours l'Inde.

**La véritable surprise, alors que les mauvaises « stats » chinoise s'enchaînent inexorablement depuis février dernier, c'est la brutalité du mouvement orchestré par la PBOC (banque centrale chinoise) au nom d'une plus grande « souplesse » et d'une meilleure adéquation aux fondamentaux.**

**Un écartement de 2+2% des marges de fluctuation, c'est sans précédent depuis 1994 et le dernier écart de change un peu significatif –et éminemment politique- remontait au 21 juillet 2005.**

**La Chine était alors systématiquement accusée de manipuler sa devise à la baisse, le Congrès et GW Bush avaient fait de ce dossier un enjeu de politique intérieure, brandissant la menace de lourdes sanctions douanières pour apaiser les multinationales exportatrices américaines.**

**Pékin avait alors donné un gage de bonne volonté en rehaussant de +2,1% la valeur du Yuan... tout en instaurant son arrimage au billet vert, avec un biais plutôt haussier, afin d'intégrer les excédents commerciaux chinois vis-à-vis des USA.**

La décision de Pékin de ramener le Yuan d'un coup 3 ans en arrière en terme de parité avec le Dollar semble véhiculer plusieurs messages : le FMI semble avoir repoussé à 2016 l'intégration du Yuan dans la méta-devise de réserve internationale désignée sous l'acronyme « DTS », au prétexte du manque de flexibilité de la devise chinoise.

Le FMI voulait de la flexibilité, le voilà servi : la PBOC tiendra désormais compte de « l'état du marché » pour fixer la valeur du Yuan et elle accordera même une marge de manœuvre supplémentaire aux « intermédiaires financiers » (lesquels travaillent sous son contrôle, naturellement) pour « ajuster de façon plus pertinente » les parités de change au quotidien.

**Le nouvel exécutif chinois prétendait mener une translation en douceur entre le moteur des exportations et celui de la demande interne... mais le second n'a jamais vraiment trouvé son régime de croisière puisque près de 1 milliard de chinois voit son pouvoir d'achat stagner ou régresser, au profit de 20% de la population qui confisque l'essentiel de la richesse créée.**

**Tout comme aux Etats Unis depuis 2008, les « 1% » les plus fortunés en confisquent 90% et se vautrent dans l'ultra richesse, avec des trains de vie**



**princiers et une façon de traiter le « petit personnel » qui ne doit pas être très différente de ce qui se pratiquait du temps des cours impériales (j'ai encore pu le constater cet été à l'occasion d'un voyage où j'ai fait escale à Singapour, Jakarta et Bali : les clients VIP en Hermès/Dior/Prada –accompagnés de leur suite de domestiques- étaient systématiquement chinois).**

Une fois que les riches et ultra-riches ont un appartement ou un duplex dans chaque grande capitale économique chinoise, une maison hollywoodienne dans une des rares stations balnéaires du pays, une Ferrari, une Bentley, une Audi R8, une Tesla et un Range Rover-V12 dans le garage... que leur reste-t-il à acheter sur place ?

Le problème de la Chine, c'est que contrairement au Japon des années 80 ou à la Corée du Sud des années 90, la Nomenclatura communiste (les membres du parti et leur famille) a confisqué la prospérité, laquelle ne s'est que très peu diffusée au secteur purement privé et encore moins à l'ensemble de la population des « provinces reculées ».

**Nos experts s'extasient sur ces 300 millions de chinois qui auraient aligné leur niveau de vie sur les standards européens... sauf que ces « standards » s'étendent de la Roumanie (SMIC à 200<sup>E</sup> par mois, chiffre pour 2015) au Luxembourg (SMIC à 2.000<sup>E</sup> par mois) et jusqu'à 20.000<sup>E</sup>/mois de revenus à la City de Londres pour un « job correct » dans la finance.**

**Autrement dit, la comparaison reflète d'emblée des réalités relativement hétérogènes... et n'oublions pas que 335 millions de chinois (soit l'équivalent de la population de l'Eurozone en comptant large), ce n'est en réalité que 20% de la population de l'empire du milieu, tandis que 80% demeure inexorablement sous-développée (les loyers dans les grandes métropoles sont encore plus intouchables pour le chinois des campagnes qu'au début du boom économique en 2003).**

**Alors évidemment, il y a désormais davantage d'autoroutes et plus de kilomètres de TGV qu'en Europe... mais de quoi vivent ceux qui habitent le long des voies ferrées ou qui entretiennent le réseau routier au quotidien ?**

La question de la chute du pouvoir d'achat pourrait également être posée au grecs, aux andalous, aux calabrais, aux américains radiés des statistiques officielles par dizaines de millions, qui n'ont plus de boulot ni de domicile fixe.

Quoi que le « Parti » y fasse, la chinoise s'occidentalise –ou plutôt s'ultralibéralise- à grand pas:l'appât du gain et l'étalage d'une richesse ostentatoire est plus fort que tout, plus fort que tous les grands principes

communistes.

Même si Mao continue de figurer sur les billets de banque, les épargnants les déposent désormais chez des intermédiaires qui leur permettent de jouer (pas d'investir, ce serait un comportement affreusement capitaliste) en bourse.

Et Pékin a décidé il y a 1 an que Shanghai et Shenzhen devraient rivaliser en terme d'activité et de capitalisation avec les plus grandes places occidentales: l'objectif a bien été atteint au mois de juin, avec des séances incandescentes où Londres faisait figure de bourse de seconde division et où le chiffre d'affaire de Wall Street étant parfois dépassé.

Une pure bulle boursière -subtil mélange d'avidité et de naïveté, dopé par la loi du nombre- qui n'a pas tardé à éclater avec les dégâts que l'on connaît : -30 à -33% en 1 mois et des millions de spéculateurs totalement ruinés, 24 millions de chinois arrêtant de faire de la bourse cet été (dont 90% avaient ouvert des comptes il y a moins d'1 an).

Alors face à cette débâcle boursière Pékin s'est rappelé son passé dirigiste mais a décidé de la jouer à l'occidentale... façon FED ou Euronext : interdiction de vendre à découvert (rappelez-vous des mesures concernant les valeurs bancaires/financières à l'automne 2008 et jusqu'à fin 2009), soutien artificiel aux banques (et au « shadow banking »), + orgie de liquidités à gogo (le « bol de punch », version chinoise).

**La mentalité des investisseurs chinois se met également à fonctionner « à l'occidentale » : les pires chiffres d'exportations (-8,3% en juillet) et d'importations (-8,1%) dont nous ayons le souvenir ont fait exploser les bourses de Shanghai et de Shenzhen de +4,9% et +4,4% respectivement le lundi 10 août.**

**Des « stats » tellement pourries (n'oublions pas la chute de -7,1% des ventes de voitures sur les 12 derniers mois, la hausse de +0,4% depuis le 1er janvier) que les spéculateurs (soit 99,9% des effectifs en bourse) ont aussitôt parié sur une intervention massive de Pékin pour soutenir l'économie chinoise... et sauver la mise des oligarques qui ont encore des actions dans le grand casino boursier.**

**Ils s'attendaient à une baisse de taux de -25Pts de base, c'est finalement -4% de dévaluation du Yuan en 48H (avec de forts relents de guerre des devises version 5.0), qui déclenchent une nouvelle débâcle du pétrole sous les 43\$ et des métaux industriels.**

Oui vraiment... Shanghai ou Shenzhen affichent une réjouissante identité de

comportement avec le Wall Street des années 2010/2012... où chaque mauvais chiffre US alimentait l'anticipation d'un « quantitative easing » et où chaque annonce d'un échec cuisant sur le front de la croissance et de l'emploi déclenchait l'euphorie sur le Dow Jones et le Nasdaq.

Occidentalisation encore lorsque Pékin se résout à fusionner les 2 géants du fret maritime déficitaires que sont Cosco (China Ocean Shipping Co.) et CSCO (China Shipping Group Co).

Le secteur du fret maritime chinois souffre comme tant d'autres d'investissements excessifs et de graves surcapacités: Cosco et CSCO seraient en faillite depuis longtemps dans une économie libérale.

Fusionner tous les canards boiteux chinois ne les rendra pas plus compétitifs à l'international, sauf à fausser radicalement les règles de la concurrence en les recapitalisant massivement et en provoquant un bain de sang au niveau de l'emploi.

Un diagnostic qui peut être étendu à pratiquement tous les secteurs d'activité en Chine (immobilier, textile, chimie, sidérurgie, agro-alimentaire, mines, etc.): si le principe des fusions euphorise la bourse, combien des épargnants qui boursicotent auront encore un emploi dans 2 ans si le processus s'accélère ?

**Nous voici parvenus au moment décisif où Pékin ne peut plus se contenter de publier des chiffres économiques complètement imaginaires (il suffit juste de les diviser par 2 l'estimation du PIB), d'incriminer les « spéculateurs, ennemis du peuple », d'injecter en pure perte des liquidités « dans le système », lesquelles tombent toujours dans les mêmes poches sans jamais irriguer durablement l'économie réelle.**

**La Chine manifeste les mêmes symptômes que le Japon de janvier 1990 (bulles d'actifs tous azimuts, surinvestissement, corruption/collusion des milieux politique et bancaires, monnaie devenue trop forte).**

**La subversion de tous les mécanismes boursiers par Pékin depuis que la correction a commencé fin juin puis la dévaluation de -4% des 11 et 12 août marquent certainement « le commencement de la fin »... mais tempérons cette formule -qui tient surtout du lieu commun- par la locution « d'une époque ».**

## **[BFM du 5 août 2015 – Prime à la casse](#)**

août 6, 2015//dans [Vidéos des éconoclastes](#) /par [Philippe Béchade](#)

Les marchés semblent prospères en ce début août malgré quelques mouvements brutaux. « **On est toujours dans ce même phénomène d'entonnoir algorithmique** » où dès qu'un mouvement apparaît sur les marchés, il est brusque et « **dans la démesure** ». Les « **robots** » se mettent en marche et tradent là où il y a du volume à base de 60% et plus des ordres effectués. L'exemple que nous donne le président des Econoclastes pour appuyer son propos est celui de la Société Générale dont la cours a pris +9% le mercredi 6 août alors que le Crédit Agricole faisait -9% le mardi 5 août.

Bernard Aybran, directeur de la multi-gestion chez Invesco AM, explique qu'un gérant va très généralement passer ses ordres sur une « **table de négociation** » qui va être traitée par des algorithmes pour effectuer les meilleurs ordres. « **Un gérant standard et humain va finir par passer par un robot.** » De plus, ces algorithmes sont programmés aussi pour pouvoir réagir à des mots ou phrases utilisés dans des communiqués d'entreprises. Toutefois, s'il ne confirme pas les chiffres de Philippe Béchade sur l'année, il les valide pour la période estivale.

**« La France qui reste à mi-chemin entre l'Allemagne et le Sud a du mal à s'en sortir. »**

Les [indices PMI](#) (*Purchasing Manager Index* représentant la santé du secteur manufacturier) ont décollé en Espagne malgré la baisse des salaires et plongé en France nous explique Philippe Béchade. Pour l'Espagne, cela s'explique selon lui par l'efficacité des mesures dans le secteur automobile de la « **prime à la casse** », qui correspond à une subvention qu'a mise en place le gouvernement Rajoy « **parce que [les espagnols] allaient dans le mur il y a un an** », prêts à rejoindre les italiens dans les abîmes.

**« L'Espagne a pris le choix de subventionner, c'est-à-dire en fait de faire du déficit »,** pour contrer en partie les mesures d'austérité européenne qui ne les amenaient pas à bon port. « **Alors nous pouvons toujours applaudir ce modèle, mais si nous applaudissons ce modèle, faisons le aussi en France.** »



Bernard Aybran confirme les propos de notre Econoclaste, à savoir une amélioration de l'activité des banques en même temps qu'une hausse des marchés financiers. De plus, ajoute-t-il, une « **tendance lourde qui s'est affirmée** » en Europe ces dernières années est la diminution de « **la part des banques dans le financement de l'économie [...] Globalement il y a une contraction du crédit depuis des années** ». Qui plus est, les bons résultats de ce trimestre, souligne le directeur de chez Invesco AM, ne sont pas entachés par des amendes.

Au niveau de l'investissement en France, les PME « **sont juste en train de sortir la tête de l'eau** » et donc ne sont pas bien positionnées pour dépenser leur trésorerie dans de nouvelles opportunités ou tout du moins en France. De plus, la courbe du chômage ne s'inverse toujours pas, signe d'un manque d'investissements ou alors d'un investissement dans des machines (et encore, des investissements dans ce domaine impliqueraient l'emploi d'effectifs en amont). Au niveau des multinationales, ces dernières continuent de dépenser leurs capitaux en Chine, mais toujours pas en France « **signe d'un manque de confiance dans l'économie française** ».

## [Les 3 forces du prochain réajustement de l'économie mondiale](#)

par Audrey Duperron · 11 août 2015 [Express.be](#)



Le monde économique devrait bientôt être confronté au [réalignement de 3 forces qui pourraient avoir une influence sur la croissance économique mondiale, affirme](#)

[le journal colombien El Espectador](#). Il estime qu'elles pourraient donner lieu à un réajustement mondial, qui affecterait l'Amérique du Sud, mais aussi les autres régions du monde.

Ces 3 forces sont les suivantes :

### **Le cours du pétrole**

Les cours du pétrole continuent de baisser, en totale déconnexion avec les conditions du marché. Cela s'explique par le fait que les pays arabes ont maintenu leur niveau de production élevé, car leur objectif n'est pas la rentabilité, mais l'éviction du marché des producteurs de pétrole de schiste américains. Toutefois, des petits pays producteurs risquent de faire les frais de cette politique, notamment la Colombie, le Venezuela et l'Équateur.

### **Les taux d'intérêt américains**

La Fed a évoqué une possible hausse des taux d'intérêt américains avant la fin de l'année 2015, ce qui provoquerait un remaniement du portefeuille international de valeurs. En effet, les investisseurs recherchent en permanence les placements les moins risqués et les plus rémunérateurs. Les perspectives de relance et de stabilité économiques aux États-Unis ne manqueront donc pas de les attirer. Ce mouvement risque d'affaiblir les taux d'intérêt dans les pays émergents, et éventuellement, de provoquer la chute des cours d'autres valeurs refuge telles que l'or, comme on a pu le voir au cours de ces derniers jours.

### **La Chine**

L'économie de la Chine semble à l'arrêt, et de plus en plus de signes montrent que son essor reposait sur le dynamisme de son marché boursier, et la bulle de son secteur immobilier. Mais depuis le mois de juin, les principaux indices boursiers se sont écroulés de 29%.

Le ralentissement de l'économie chinoise implique une baisse de la demande pour les matières premières, ce qui signifie que les pays émergents qui comptent parmi les principaux producteurs de ces produits s'en trouveront affectés.

**Le contrecoup économique sera inévitable**, et il pourrait conduire le gouvernement chinois à dépenser une partie des importantes réserves qu'il a accumulées au cours de ces dernières années. Il devra en effet s'inspirer de la relance américaine fondée sur des stimuli et le maintien de la demande interne, plutôt que d'augmenter la pression fiscale sur les entreprises et les foyers de la classe moyenne qui sont les moteurs de l'économie.

# L'homme révolté et la non-obéissance civile au quotidien

par Le Yéti - Le monde d'après 12 août 2015



Devant l'effondrement de l'Empire occidental et face à la dégradation de son environnement social et humain, un seul comportement citoyen responsable : la non-obéissance civile au quotidien.

La non-obéissance est d'abord une attitude individuelle, au quotidien, par lequel un individu entend se conformer rigoureusement à des principes de vie et de moralité, quitte à désobéir aux instructions venues d'en haut quand elles violent ouvertement ces principes.

La non-obéissance civile consiste à faire prévaloir la légitimité sur la légalité, quand cette dernière en transgresse les principes. En clair, **le citoyen non-obéissant, en son âme et conscience, est habilité à faire prévaloir les Droits de l'homme sur les lois qui les bafouent** ([article 2](#) de la Déclaration universelle des Droits de l'homme version 1948)

## **Les Droits de l'homme en guise de viatique**

La lecture attentive des 30 articles de la [Déclaration universelle des Droits de l'Homme 1948](#), que chacun devrait en permanence posséder par devers lui, permet aisément de déterminer un comportement citoyen responsable, de rappeler quelques évidences et d'en tirer des exemples d'applications pratiques immédiates :

- Tous les hommes, les femmes, les chrétiens, les juifs, les musulmans, les athées, les blancs, les noirs, les Roms, les avec ou sans papiers, autochtones ou migrants... « sont libres et égaux en dignité et en droits » ([article 1](#)).



- Le devoir de tout citoyen est de porter secours à tout individu victime de « toute discrimination qui violerait la présente Déclaration », ainsi que le firent ceux qui protégèrent les familles juives traquées par les lois de Vichy dans les années quarante, ou le font aujourd’hui les combattants de l’ombre de RESF pour les migrants déracinés ([article 7](#) 📄).
- Chaque citoyen est fondé de chercher à échapper à toutes « immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance », fussent-elles autoritairement décrétées par la puissance publique ([article 12](#) 📄).
- Tout individu a le droit d’arbore le signe distinctif qu’il entend, que celui-ci soit d’ordre philosophique, politique, religieux, et tout individu est libre tout autant de n’en point porter si bon lui semble ([article 18](#) 📄).
- Tout citoyen, maintenu arbitrairement en-dessous du seuil de pauvreté, est légitimé à assurer, par quelques moyens que ce soit, « sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l’alimentation, l’habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires » ([article 25](#) 📄).



*Droits de l’homme 1948 (cliquer sur le lien pour ouvrir)*

## **Le rire de l’homme révolté**

Comme **“l’homme révolté” de Camus** — “homme” entendu bien sûr au sens générique, tous sexes confondus — le citoyen non-obéissant, avec tous les moyens à sa disposition, défend son territoire contre toute violation des principes moraux qui le régissent. Il ne désobéit pas par vocation, il refuse simplement d’obéir quand ses convictions le lui intiment.

En ce sens, l’homme révolté s’oppose au “révolté métaphysique”, anti tout par posture, dont le seul et unique but n’est pas de faire valoir un monde d’après acceptable, mais de prétendre vouloir détruire celui qu’il dit exécrer. L’attitude pseudo-révolutionnaire du révolté métaphysique s’assimile au final à une expression vengeresse de rancœur, doublée d’une étonnante soumission, tout juste rageuse pour faire genre, à l’autorité prétendument détestée.

L’homme révolté ne vise pas à détruire, mais à construire. Il sait qu’en l’état actuel de délabrement social et moral, il ne peut compter ni sur les autorités politiques corrompues, ni sur les pouvoirs judiciaires ou médiatiques qui leur sont totalement acquis. Il n’attend rien de ces derniers et ne leur demande rien.

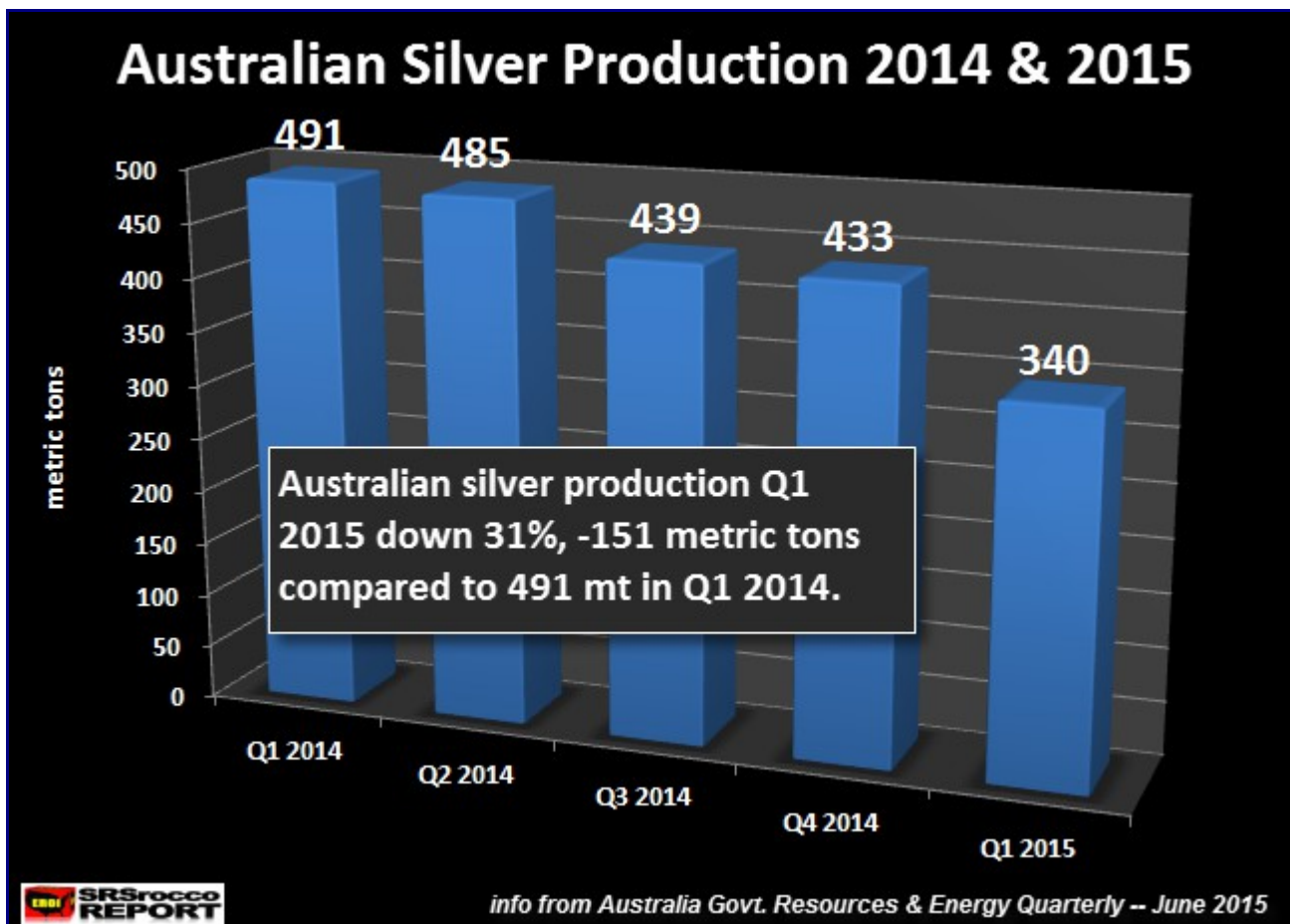
L’homme révolté sait évaluer les rapports de force. En attendant que ceux-ci lui

soient favorables, il cultive patiemment et sans faiblir son jardin, sème avec opiniâtreté ses petites graines sans attendre un Grand soir illusoire ou une intervention divine. La grande force de l'homme révolté, être solitaire par nature, est de savoir se constituer en réseaux avec ses congénères : associations, réseaux sociaux, circuits courts...

L'homme révolté ne se tape pas la tête contre les murs, ne pleurniche, ni ne geint. Il trace son bonhomme de chemin, tisse ses réseaux et sait se montrer patient. Aux côtés de sa colère, il y a son rire.

## Production mondiale d'argent en forte baisse en période de forte demande

Article de [SRSRoccoReport](#), publié le 6 août 2015



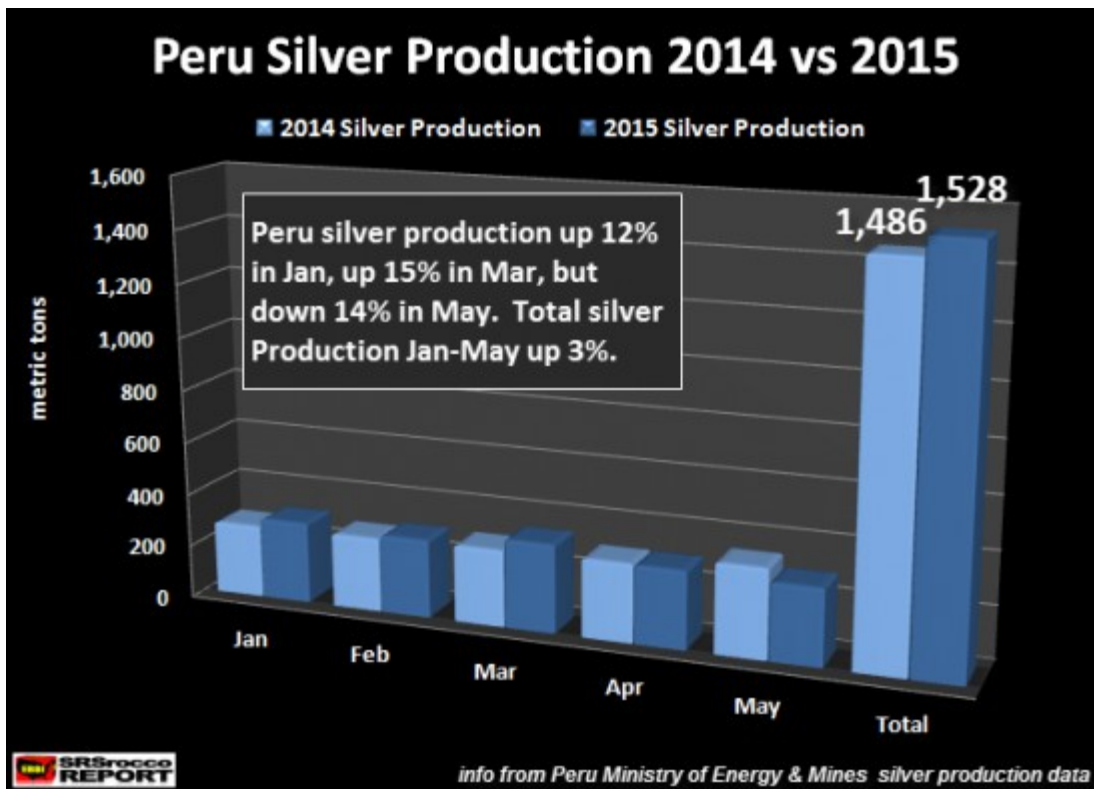
« Il s'agit d'une nouvelle stupéfiante : durant ces derniers mois, les gros producteurs mondiaux d'argent ont enregistré une chute de leur production. Elle en a surpris plus d'un vu que les 2 producteurs majeurs, le Mexique et le Pérou,

avaient enregistré une hausse de la production durant les 2 premiers mois de l'année. Cependant, la tendance s'est inversée en avril et en mai.

S'il s'agit d'une baisse de production significative des mastodontes du secteur, ce qui s'est passé en Australie (producteur mondial numéro 4) est incroyable : la production australienne d'argent a chuté abruptement de 31 % durant le T1 2015 (par rapport au T1 2014), passant de 491 t à 340 t aujourd'hui. Parfois, ces chiffres sont révisés, mais ces révisions sont rarement supérieures à 5-8 %. (...)

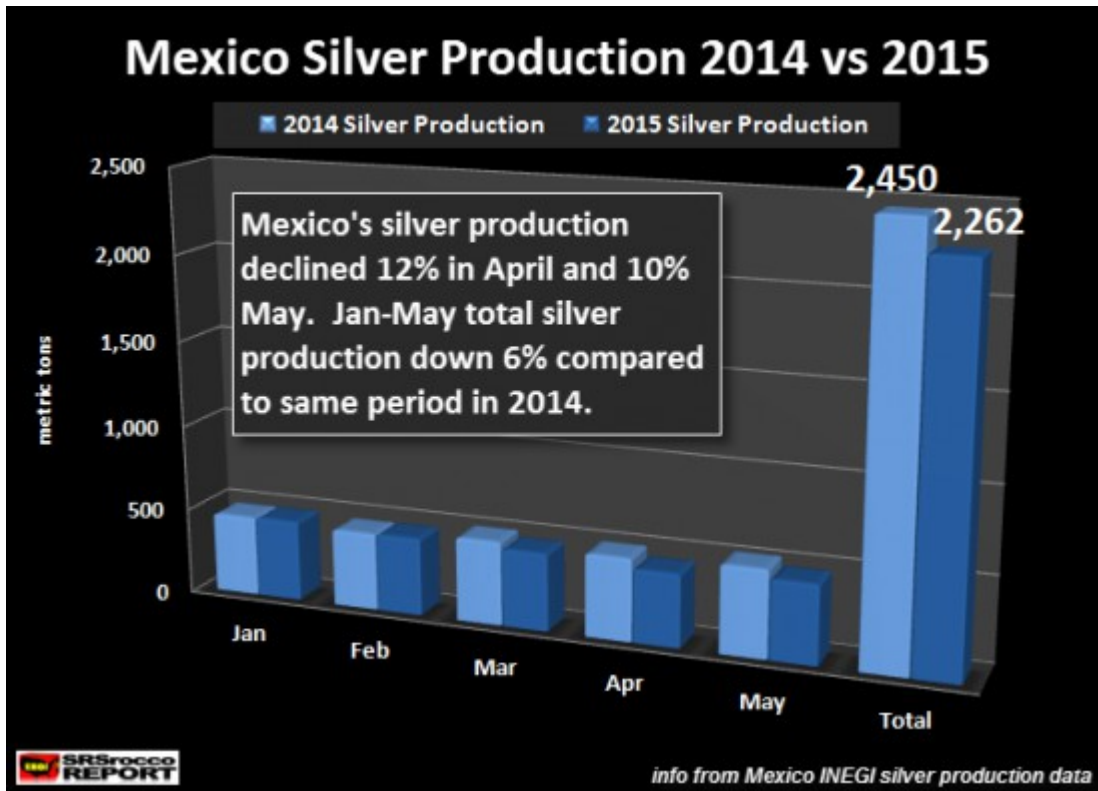
Australian Silver Production: Department of Energy & Resources Quarterly Report -- JUNE 2015									
	unit	2012-13	2013-14	Dec-13	Mar-14	Jun-14	Sep-14	Dec-14	Mar-15
<b>Production</b>									
Mines									
Silver content of all minerals produced									
New South Wales	t	102	136	38	35	27	25	27	27
Queensland	t	1 384	1 466	358	387	381	340	298	246
Western Australia	t	50	93	24	17	32	25	47	12
South Australia	t	23	42	7	14	15	15	14	13
Tasmania	t	76	98	32	24	15	19	30	27
Northern Territory	t	61	58	14	13	16	15	17	15
<b>Australia</b>	<b>t</b>	<b>1 696</b>	<b>1 893</b>	<b>473</b>	<b>491</b>	<b>485</b>	<b>439</b>	<b>433</b>	<b>340</b>

En ce qui concerne le Pérou, l'augmentation de la production s'élève aujourd'hui à 3 %, mais la forte croissance de janvier et février a compensé les baisses enregistrées par la suite. (...)



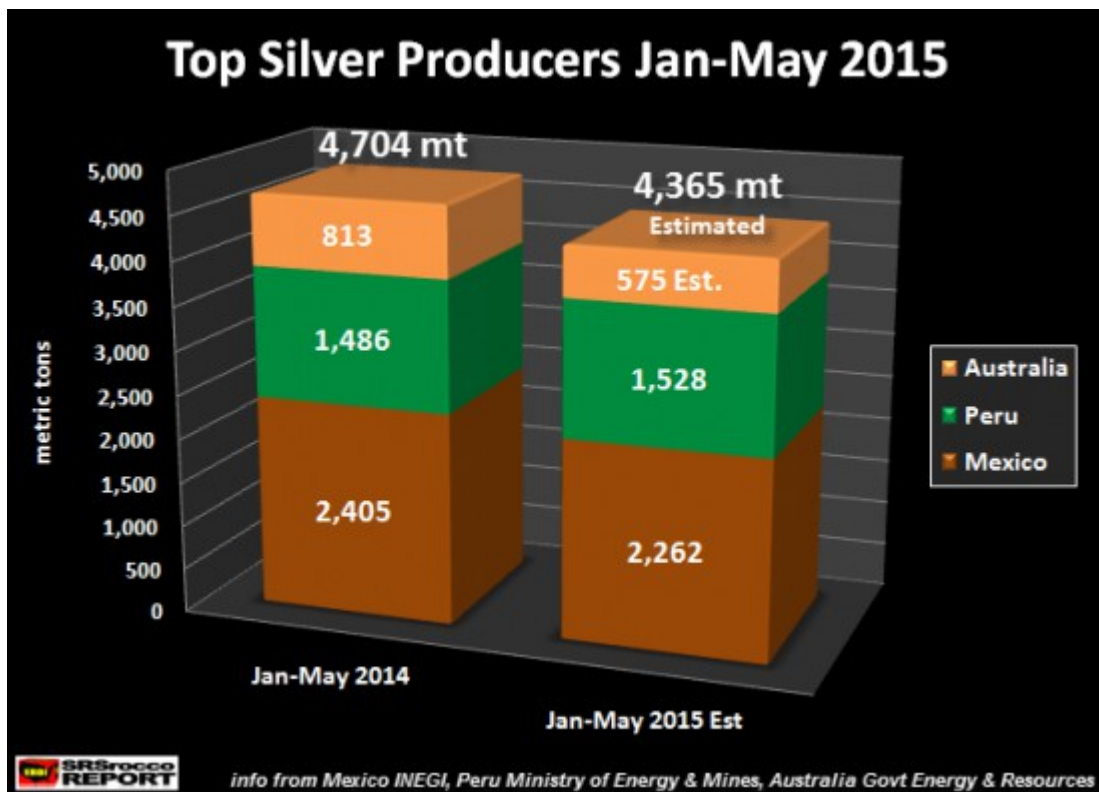
Au Mexique, la production a également légèrement augmenté en janvier et en

février pour ensuite s'effondrer de mars à mai. Sur les 5 premiers mois de l'année, la production mexicaine est en baisse de 6 % par rapport à la même période en 2014. (...)



En additionnant la production du Mexique, du Pérou et de l'Australie, on obtient une baisse de la production de 7 %, pour un volume de 11 millions d'onces, ce qui n'est pas rien. (...)

Cette baisse de la production arrive alors que la demande pour le métal est énorme. Vous êtes au courant de la pénurie qui a affecté la US Mint. Money Metals Exchange ont rapporté une énorme augmentation de la demande pour les métaux précieux, en particulier auprès de nouveaux acheteurs (+ 135 % depuis juin et une explosion des clients qui achètent des métaux précieux pour la première fois de 365 %). (...)



## [Chine: Le temps de la concertation, coordination mondiale est revenu face à la dislocation en cours](#)

**Bruno Bertez 12 août 2015**

**Le temps de la concertation, coordination mondiale est revenu face à la dislocation en cours**

Ce qui devait arriver arriva. La bulle chinoise est en train d'éclater, les capitaux fuient la Chine, la compétitivité s'érode, donc le Système chinois est placé face à des choix délicats.

Il a choisi : la voie suivie sera celle qui a été suivie par tous les gouvernements et régulateurs depuis 2008, ce sera celle de la fuite en avant, pas celle de ce que l'on appelle « la liquidation ».

La Chine ne sera pas « liquidationniste » car bien entendu les élites ont peur des conséquences sociales que ce choix entrainerait. La priorité des Pouvoirs est toujours la même, partout : le garder.

Ce qui devait être une transition douce, maîtrisée vers un autre ordre économique et social est impossible à réaliser, c'est un rêve de constructivistes, fussent ils communistes ou pas. Il n'y a pas d'omelette sans casser d'oeufs. le changement fait toujours mal. Ici, on aurait voulu s'orienter vers une autre économie, vers un

autre modèle de croissance moins lourd, moins exportateur, plus tourné vers la consommation et les services intérieurs et on a oublié :

- 1- que cela devait forcément ralentir la croissance
- 2- que cela allait produire un besoin de destructions des valeurs anciennes, en particulier des dettes
- 3- que ceci allait être rendu difficile par la tentative de normalisation de la politique du dollar
- 4- que cela allait être gêné par l'accroissement des tensions géopolitiques globales
- 5- que cela allait être envenimé par la guerre des monnaies avec le Japon, la Corée, et maintenant l'Europe.

D'où le choix des dirigeants chinois de soutenir la bulle au lieu d'accompagner son éclatement, de faire du « printing », de manipuler, de s'opposer à la découverte de la vraie valeur des actifs et des (mal)investissements réalisés depuis des années.

D'une certaine façon, la Chine tente de reflater.

Elle a laissé filer la monnaie, et les opérateurs au lieu de s'en contenter et de stabiliser le Yuan, jouent au contraire la poursuite de l'avilissement, voilà où nous en sommes.

La Chine, c'est non pas le « core », mais ce que nous appelons la Périphérie du « core ». Elle n'est ni un Centre, ni une Périphérie, elle a un statut ambigu comme tout ce qui est en transition. Ceci financièrement ; mais économiquement, c'est un « core ». La Chine est une partie très importante du système économique mondial, c'est une partie organiquement essentielle, car elle fournit des produits bon marché d'une part qui influent sur le niveau de vie des consommateurs et elle achète des matières premières qui sont essentielles aux économies des émergents producteurs. Enfin elle joue sur les prix et les parts de marchés auxquels ont accès les concurrents sur le marché export mondial.

Il est trop tôt pour livrer une analyse. La baisse du Yuan, selon nous, va avoir beaucoup de conséquences indirectes et non voulues. Ceci dépasse notre capacité de compréhension actuelle. Nous pensons qu'il faut attendre que les lignes de forces se dégagent un peu.

La réaction des marchés est comme d'habitude primaire, binaire, on vend les actions des firmes qui semblent directement les plus concernées par la dislocation chinoise ; le luxe, l'automobile, les équipementiers etc etc. Le pétrole est en révolution accélérée, les devises des émergents et des producteurs de commodities sont bradées. Leurs emprunts deviennent junks. Tout cela devrait accélérer ce que

nous ne cessons d'analyser : l'aversion pour le risque, la contraction de l'esprit de jeu. Il y a des effets directs, des effets de contagion et il y a des effets réels mécaniques comme des liquidations de leverage, des réductions donc de la liquidité globale.

Tout ceci devrait faire réfléchir la Reserve Fédérale Américaine : est il opportun de poursuivre dans la voie de la normalisation ? La réponse est géopolitique, mais notre réponse à nous, observateur presque neutre, est que non, ce ne serait ni raisonnable ni prudent.

Vous connaissez notre ligne fondamentale : la normalisation est impossible, il y aura toujours de bonnes raisons de la différer. Ce qui se passe maintenant en est l'illustration avec la révulsion des émergents et de la Chine. Après ce sera le tour de l'Europe qui elle aussi, est une catastrophe en attente d'arriver...

Il n'est plus temps de s'affronter , il n'est plus temps de mettre les participants au marché mondial en difficulté par des décisions domestiques unilatérales, c'est le moment de revenir, au moins pour un temps, à une concertation, coordination minimum pour que la déglobalisation qui est entamée se passe sans drame.

Les américains doivent résister à la tentation de mettre les épaules à terre de leurs rivaux stratégiques. Ce serait leur intérêt bien compris.

Puissent les va-t-en guerre américains en prendre conscience et ne pas jouer avec le feu !

## **Chute de la production industrielle en Juin en eurozone**

**Bruno Bertez 12 août 2015**

La production industrielle dans les 19 pays de l'eurozone a baissé plus que prévu en juin avec un repli net dans les trois premières économies de la zone que sont l'Allemagne, la France et l'Italie.

**La production industrielle en zone euro a reculé de 0,4% d'un mois sur l'autre en juin** alors que les analystes attendaient une baisse de 0,2%, montrent les données publiées mercredi par Eurostat.

La baisse pour le mois de mai a été révisée, de -0,4% à -0,2%. Sur an, la production industrielle dans l'union monétaire est en hausse de 1,2%.

En Finlande, aux Pays-Bas, en Slovaquie et en Espagne, la production industrielle a progressé en juin par rapport au mois de mai.

# Faillite retentissante d'un géant des services aux Pays-Bas

BusinessBourse et LesEchos Le 12 août 2015



**Imtech , 22.000 personnes dans le monde, a été placé en règlement judiciaire.**

Gangrené par le passé frauduleux de plusieurs de ses filiales, le prestataire de services techniques néerlandais Imtech jette l'éponge. Incapable d'obtenir une énième ligne de crédit auprès de ses banquiers pour se remettre à flot, le groupe basé à Gouda **qui emploie 22.000 personnes dans le monde** (3,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2014), vient d'être placé en règlement judiciaire, conformément à sa requête auprès de la justice néerlandaise.

Nouvelle étape vers le démantèlement d'Imtech – qui a déjà vendu certains pans de ses activités à Vinci l'année dernière -, cette procédure intervient après la demande de mise en faillite de la filiale allemande remontant à la semaine dernière.

## **Irrégularités**

De fait, Imtech connaît une situation scabreuse depuis deux ans et demi à la suite d'irrégularités comptables au sein de ses implantations en Allemagne et en Pologne. Résultat : les comptes ont été dégradés par des dévaluations d'actifs en cascade.

En dépit de deux augmentations de capital et d'opérations de refinancement à répétition, la situation ne s'améliore pas. Après un premier trimestre de l'exercice en cours clos sur une perte opérationnelle de 50 millions d'euros, un nouveau plan de financement a été présenté en juillet. A côté des 700 millions d'euros de facilités bancaires déjà octroyées, Imtech réclamait encore 75 millions à ses créanciers. Sa demande a été refusée par un quatuor bancaire formé d'ABN AMRO, Commerzbank, ING et Rabobank. Après avoir soutenu le groupe à bout de bras, il l'a précipité dans sa chute.

Source: [lesechos](http://lesechos.com)



